

SELON L'ANALYSTE DAVID HEARST

LES EMIRATS SE DIRIGENT VERS UN ISOLEMENT RÉGIONAL ET UN AVENIR INCERTAIN

Les Emirats arabes unis, avec lesquels l'Algérie a rompu ses relations diplomatiques, se dirigent vers un isolement régional sans précédent et un avenir incertain, en raison de leurs politiques inconsidérées et de leurs manœuvres délétères.

P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Lundi 2 Rabie Ath-Thani 1448 - 14 Septembre 2026 - N° 1387 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

ULTIMATE CHAMPIONSHIP
2026 - FINALE DU 800
MÈTRES

VICTOIRE DE DJAMEL SEDJATI EN 1:41.91



Le demi-fondeur algérien Djamel Sedjati a remporté le 800 mètres de la première édition de l'Ultimate Championship, disputé dimanche soir à Budapest (Hongrie), avec un chrono de 1:41.91.

P.11

SOLIDARITÉ NATIONALE

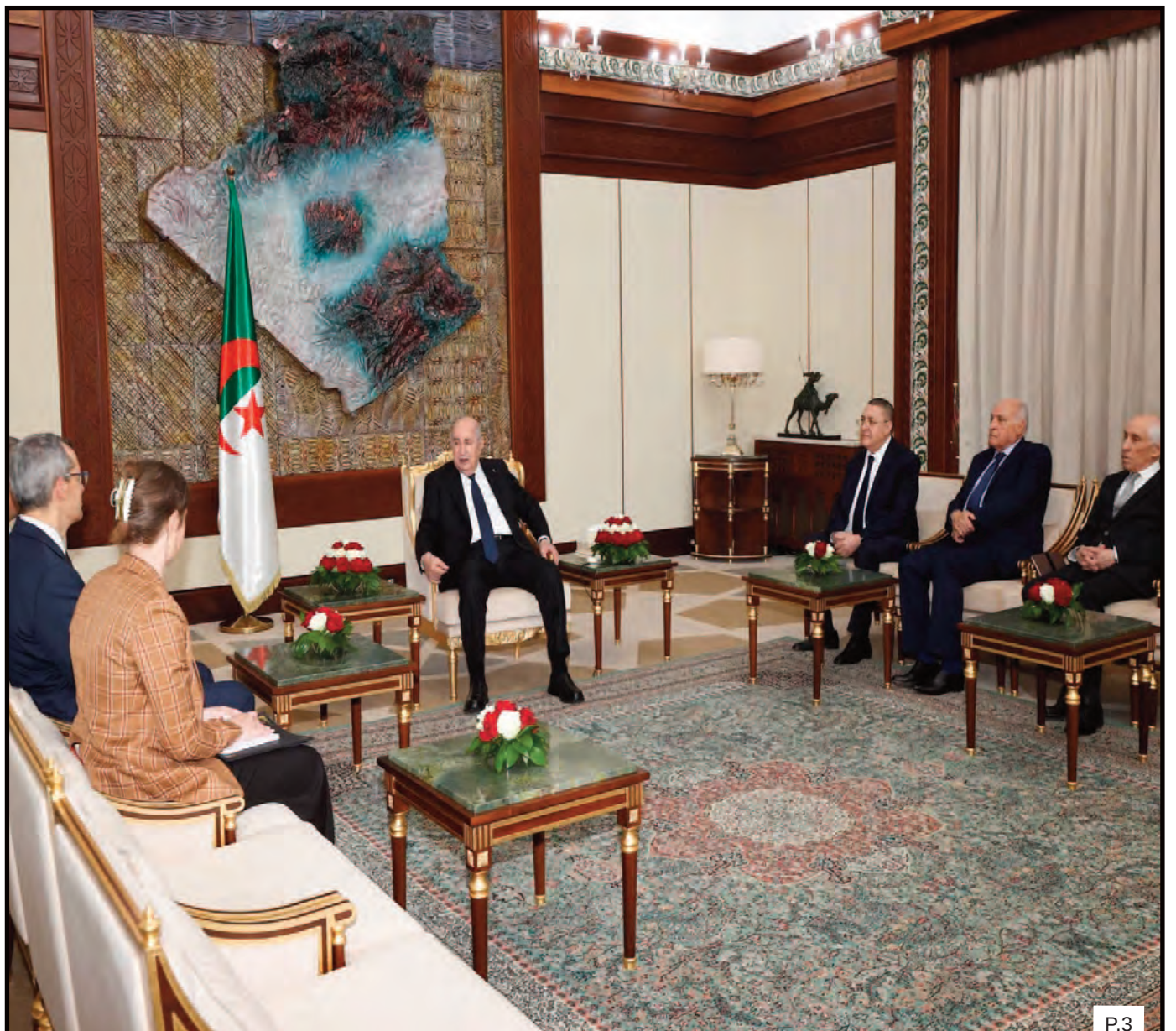
DISTRIBUTION DE 3500 CARTABLES AVEC FOURNITURES SCOLAIRES AU PROFIT DES ÉLÈVES SINISTRÉS PAR LES INCENDIES

Le secteur de la Solidarité nationale a procédé à la remise de 3500 cartables avec fournitures scolaires au profit des élèves sinistrés par les derniers incendies dans la wilaya de Jijel, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, indique dimanche un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

P.2

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE HAUT CONSEILLER DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN POUR L'AFRIQUE, LES AFFAIRES ARABES ET LE MOYEN-ORIENT



P.3

Ont assisté à cette audience, du côté algérien, le ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et le conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

LUTTE ANTIDROGUE SUR LE CONTINENT AFRICAIN

ALGER PLAIDE POUR UN ENCADREMENT MONDIAL DE LA PRÉGABALINE

À l'occasion de la fin des assises de la 33e rencontre des responsables des organismes nationaux en charge de l'application des législations sur les stupéfiants en Afrique (HONLEA-Afrique), qui s'est déroulée dans la capitale autrichienne, l'Algérie a plaidé pour l'instauration d'une catégorisation à l'échelle planétaire de produits échappant actuellement à tout contrôle mondial, à l'image de la Prégabaline.

P.2

LUTTE ANTIDROGUE SUR LE CONTINENT AFRICAIN

ALGER PLAIDE POUR UN ENCADREMENT MONDIAL DE LA PRÉGABALINE

À l'occasion de la fin des assises de la 33e rencontre des responsables des organismes nationaux en charge de l'application des législations sur les stupéfiants en Afrique (HONLEA-Afrique), qui s'est déroulée dans la capitale autrichienne, l'Algérie a plaidé pour l'instauration d'une catégorisation à l'échelle planétaire de produits échappant actuellement à tout contrôle mondial, à l'image de la Prégabaline, selon un communiqué diffusé dimanche par l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT).

Par Youcef Hamidi

Dans ce cadre, le directeur général de l'ONCLDT, M. Tarek Kour, a plaidé, au nom de l'Algérie, pour que le dossier du commerce illégal de la Prégabaline et de sa consommation hors cadre médical soit inscrit parmi les thèmes de discussion de la prochaine réunion des chefs de services nationaux chargés de l'application des lois sur les drogues en Afrique (HONLEA-Afrique), indique la même source.

Cette démarche se justifie par l'expansion continue de la Prégabaline dans de nombreux pays, dont l'Algérie, celle-ci ne figurant pas au nombre des produits placés sous contrôle international, ce qui accroît les dangers de son détournement à des fins non thérapeutiques et amplifie ses conséquences sur les personnes et la collectivité.

Par cette proposition, l'Algérie cherche à encourager le partage de savoirs et d'expériences entre les nations africaines et à renforcer la circulation d'informations sur les cir-



cuits du trafic illégal de la Prégabaline et les procédés de détournement de son usage, tout en « mobilisant l'appui africain afin d'élaborer une

démarche commune de lutte contre ce phénomène et de formuler des recommandations et des mesures concrètes aux niveaux national, ré-

gional et international », ajoute le communiqué.

À travers cette initiative, l'Algérie réaffirme « son engagement à poursuivre ses efforts dans la lutte contre le trafic illégal de substances psychotropes et à renforcer l'action africaine commune face aux nouveaux défis dans ce domaine ».

Au terme des travaux, le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Office des Nations unies et des autres organisations internationales à Vienne, l'ambassadeur Rachid Bladehane, a accueilli la délégation algérienne ayant pris part à cette session. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger « les points de vue et de renforcer la coordination et la concertation sur les questions liées à la lutte contre les drogues et les substances psychotropes, mais aussi d'examiner les moyens de soutenir les efforts de l'Algérie visant à renforcer la coopération internationale et à intensifier la coordination conjointe dans ce domaine », selon la même source.

Y.H

PRÉPARATIFS DE LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

M. BADDARI PRÉSIDE UNE RÉUNION AVEC LES CADRES DE L'UNIVERSITÉ DE MÉDÉA

Dans le cadre de la poursuite des préparatifs de la rentrée universitaire 2026-2027, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a effectué, samedi dernier, une visite d'inspection à l'université de Médéa.

Par Ikram Haou

Lors de cette visite, M. Baddari a tenu une réunion avec les recteurs et les cadres de ses facultés, au cours de laquelle plusieurs dossiers ont été examinés afin de rendre l'université algérienne une institution scientifique et économique plus ouverte et plus performante.

Dans ce cadre, plusieurs axes ont été abordés, notamment « le renforcement du processus de numérisation et la généralisation des solutions numériques dans la gestion et les services universitaires », « la transition effective vers l'université 4.0 », « la consécration de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans le milieu universitaire », ainsi que «

l'amélioration du niveau de la formation des étudiants et son adaptation aux exigences de l'avenir et du marché du travail ».

Les participants ont également discuté de l'élaboration d'une vision stratégique permettant à l'université de renforcer ses capacités d'anticipation et de prise de décision. D'autres axes ont aussi été abordés, tels que le renforcement du sport universitaire, considéré comme une composante de la vie universitaire intégrée, ainsi que la consécration du rôle économique de l'université et son positionnement en tant que partenaire actif dans le développement, la création de valeur et de richesse.

À l'issue de cette réunion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M.

Baddari, a donné des instructions visant à développer les jumelages et les partenariats avec les universités et les établissements nationaux et internationaux. Il a également insisté sur le renforcement de la formation en langue anglaise et sur la nécessité de permettre à l'université d'évoluer à un rythme plus soutenu, de manière à étendre l'activité universitaire jusqu'à 22 h 00.

Il convient de noter que, durant cette visite, le ministre a inspecté les différentes structures relevant de la faculté de droit, après la finalisation des travaux de réaménagement, ainsi que la salle de théâtre universitaire d'une capacité de 1 000 sièges et l'annexe de l'École normale supérieure (ENS). Il a également visité les structures relevant de

la Direction des œuvres universitaires dans la wilaya de Médéa, où il a ordonné de donner la priorité au renouvellement et au réaménagement des vieilles structures universitaires, telles que les résidences, et de les rendre plus modernes afin d'assurer des espaces confortables aux étudiants, a-t-il souligné.

En outre, il a mis l'accent sur l'importance de renforcer les équipements et les structures sportives des résidences universitaires, d'en suivre l'état avant et après la rentrée universitaire, et de veiller à la disponibilité de services de restauration de qualité ainsi qu'au respect des conditions d'hygiène et de propreté.

I.H

SOLIDARITÉ NATIONALE

DISTRIBUTION DE 3500 CARTABLES AVEC FOURNITURES SCOLAIRES AU PROFIT DES ÉLÈVES SINISTRÉS PAR LES INCENDIES

Le secteur de la Solidarité nationale a procédé à la remise de 3500 cartables avec fournitures scolaires au profit des élèves sinistrés par les derniers incendies dans la wilaya de Jijel, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, indique dimanche un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

"Dans le cadre de la poursuite des opérations de solidarité et de prise en charge des familles touchées par les incendies dans la wilaya de Jijel, et en application des instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, le secteur de la Solidarité nationale, à travers la

Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS), a procédé à la remise de 3500 cartables équipés de différentes fournitures scolaires à la Direction de l'éducation de Jijel, en vue de les distribuer aux élèves concernés, en prévision de la rentrée scolaire et pour garantir le retour des élèves aux bancs de l'école dans de bonnes conditions", a précisé le communiqué.

Cette initiative s'inscrit, selon la même source, dans le cadre du programme de prise en charge des sinistrés des incendies, qui "associe soutien matériel et accompagnement psychologique, afin de répondre aux différents besoins des familles, notamment ceux des enfants".

Les cellules de proximité de solidarité œuvrent

à "assurer des séances d'aide psychologique aux enfants afin qu'ils puissent surmonter les effets du traumatisme, retrouver sécurité et sérénité et pour les préparer psychologiquement au retour à l'école et à la reprise de leurs études dans des conditions stables".

Les services du secteur poursuivent également l'accompagnement des familles touchées, à travers la distribution d'aides en nature, de produits de première nécessité et de différentes aides de solidarité, en fonction des besoins recensés, conclut le communiqué.

RA

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE HAUT CONSEILLER DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN POUR L'AFRIQUE, LES AFFAIRES ARABES ET LE MOYEN-ORIENT

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche, le haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, M. Massad Boulos.

O nt assisté à cette audience, du côté algérien, le ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et le conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M.

Amar Abba. Du côté américain, étaient présents le chargé d'affaires à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, M. Mark Shapiro, et la chargée des questions diplomatiques, Mme Sarah Knight, qui accompagnaient le haut conseiller américain.

RA/APS



DÉCLARATION DE M. MASSAD BOULOS :

« L'ALGÉRIE, UN PARTENAIRE IMPORTANT POUR LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE DANS LA PROMOTION DE LA SÉCURITÉ RÉGIONALE »

Le haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, M. Massad Boulos, a mis en avant, dimanche, le rôle de l'Algérie dans la promotion de la sécurité régionale, soulignant qu'elle est un "partenaire important" pour les Etats-Unis d'Amérique.

Dans une déclaration à la presse au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au siège de la Présidence de la République, M. Boulos a af-

firmé : "Je suis heureux de revenir aujourd'hui en Algérie où j'ai eu l'honneur de rencontrer le président de la République, que je tiens à remercier pour l'accueil chaleureux", ajoutant que cette rencontre a été "très fructueuse".

M. Boulos a précisé que les entretiens s'inscrivaient dans "la continuité des récentes discussions sur les priorités régionales communes et les relations bilatérales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Algérie", soulignant que l'Algérie est un "partenaire impor-

tant" pour les Etats-Unis d'Amérique dans "la promotion de la sécurité régionale, l'élargissement des opportunités économiques et la réalisation de la prospérité pour les deux pays".

Le responsable américain a également évoqué ses entretiens avec le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, ainsi que sa rencontre avec le PDG du groupe Sona-

trach, M. Nour Eddine Daoudi, qui a permis d'examiner les moyens de renforcer la coopération dans le domaine de l'énergie.

M. Boulos a, par ailleurs, tenu à présenter ses sincères condoléances au Gouvernement et au peuple algériens, à la suite des récents incendies qui ont touché certaines wilayas du Centre et de l'Est du pays, exprimant "sa solidarité avec les personnes affectées par cette épreuve".

RA/APS

LE PREMIER MINISTRE REÇOIT LE HAUT CONSEILLER DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a reçu, dimanche, le haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, M. Massad Boulos, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Au cours de cette rencontre, les deux par-

ties se sont félicitées de "la dynamique positive que connaît le partenariat bilatéral entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique dans différents domaines, notamment économique".

Les deux parties ont également examiné "les moyens d'approfondir et de diversifier la coopération bilatérale afin de l'étendre à de nouveaux secteurs, de manière à renforcer la

présence des entreprises américaines et à élargir leurs investissements en Algérie, tout en contribuant à l'augmentation du volume des échanges commerciaux entre les deux pays amis", conclut le communiqué.

RA

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DÉMOCRATIE

L'ALGÉRIE VICTORIEUSE POURSUIVRA L'ÉDIFICATION D'UN ETAT FORT PAR SES INSTITUTIONS

L'Algérie victorieuse, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, poursuivra résolument son œuvre d'édification d'un Etat fort par ses institutions, juste dans ses choix, ferme dans ses principes, fier de sa souveraineté, fidèle à son Histoire militante et aux constantes de la glorieuse Révolution de Novembre, indique dimanche un communiqué du Bureau du Conseil de la nation, à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie, célébrée le 15 septembre de chaque année.

A la veille de la célébration du 19e anniversaire de la Journée internationale de la démocratie, le Bureau du Conseil de la nation, présidé par M. Azouz Nasri, président du Conseil, "évoque, avec fierté ce que représente la démocratie en tant que choix civilisationnel profondément ancré et système intégré fondé sur la souveraineté du peuple, le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, l'Etat de droit et des institutions, ainsi que la participation effective à l'édification du présent et de l'avenir de la nation", précise la même source. Dans ce contexte, l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, poursuit sa démarche visant à consolider l'Etat des institutions et à renforcer la pratique démocratique, à travers la modernisation de la gouvernance politique et institutionnelle, la promotion des droits de l'Homme, la consécration de la démocratie participative et l'élargissement des espaces de dialogue et de concertation, de manière à favoriser l'implication du citoyen dans la

vie publique et à faire du service du citoyen, de l'amélioration de ses conditions de vie et de son bien-être une priorité des politiques publiques et de leur mise en œuvre". Selon la même source, "l'Algérie est également convaincue que la force de l'Etat n'est nullement incompatible avec la protection des droits et des libertés et que l'édification d'une société démocratique équilibrée ne peut

se réaliser qu'à travers la primauté de la loi, l'ancrage de la culture citoyenne, la préservation de la dignité humaine, le renforcement de la solidarité nationale et la création des conditions permettant à toutes les composantes de la société de contribuer à la dynamique de développement et à l'édification de la nouvelle Algérie victorieuse".

"A l'inverse, l'Algérie constate avec préoccupation la persistance de certaines grandes puissances à adopter une approche sélective et à deux-poids, deux-mesures, dans le traitement des questions relatives aux droits de l'Homme, où les slogans de démocratie et de libertés sont brandis à certaines occasions, tandis que les graves violations dont sont victimes des peuples entiers sont passées sous silence lorsque les positions de ces puissances se heurtent à leurs intérêts et à leurs calculs géopolitiques", a relevé le communiqué.

De ce fait, le Bureau du Conseil de la nation "réaffirme sa solidarité constante avec le peuple palestinien frère, notamment dans la bande de Ghaza, qui fait face à une tragédie humanitaire persistante, dans un contexte marqué par la poursuite de l'agression, des meurtres, des déplace-

ments forcés et de la privation des civils de leurs droits les plus élémentaires", réaffirmant également "l'attachement de l'Algérie au droit du peuple palestinien à l'établissement de son Etat indépendant, pleinement souverain, avec El-Qods pour capitale, conformément à la légalité internationale et aux résolutions pertinentes des Nations unies".

Le Bureau du Conseil de la nation "réaffirme, également la position, constante et de principe de l'Algérie en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément à la légalité internationale et aux résolutions des Nations unies, et rejette le fait que les questions de décolonisation demeurent tributaires de l'immobilisme ou de l'application sélective du droit international et des résolutions pertinentes de la légalité internationale".

A cet égard, la célébration de la Journée internationale de la démocratie constitue "une occasion de réaffirmer qu'un monde plus juste et plus stable ne saurait être édifié à travers une démocratie sélective ou des droits de l'Homme appliqués en fonction des rapports de force et selon la politique du deux poids, deux mesures, mais bien par le respect du droit international, l'égalité entre les peuples, le rejet de la politique du deux poids, deux mesures, l'ancrage d'une culture du dialogue, de la paix et de la coexistence, et en plaçant l'être humain au cœur des politiques publiques et comme finalité de tout processus de développement", ajoute le communiqué du Conseil de la nation.

RA

TRAVAUX PUBLICS

ACCÉLÉRATION DU PROGRAMME D'ENTRETIEN ET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU AUTOROUTIER

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a, dimanche, adressé un ensemble de consignes et d'orientations destinées à renforcer les actions sur le terrain et à accélérer la cadence des travaux d'entretien des autoroutes ainsi que la remise en état des ouvrages d'art. Il a également insisté sur la poursuite du suivi

Par Ali Boudefel

Ces directives ont été formulées à l'occasion d'une réunion de coordination, présidée par le ministre, consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du programme d'entretien et de modernisation du réseau autoroutier, ainsi qu'à l'analyse de la situation des différents chantiers engagés dans ce même programme, précise la même source.

La session s'est tenue au siège du ministère. Elle a réuni des responsables relevant des services centraux, ainsi que le directeur général (DG) de l'Algérienne des autoroutes (ADA), accompagné des directeurs régionaux et des directeurs de projets, en plus des directeurs des Travaux publics des wilayas de Bouira, Sétif, Tizi Ouzou, Mila, Jijel, Médéa, Aïn Defla et Béjaïa.

Durant cette rencontre, il a été procédé à la présentation d'un point sur les activités d'entretien du réseau autoroutier, en particulier celles touchant l'autoroute Est-Ouest, ainsi qu'à la revue de la situation des tronçons identifiés comme zones de danger. Ont aussi été examinés le niveau de traitement des glissements constatés sur certains axes et la prise en charge de la réparation des joints de dilatation des ponts, parallèlement au suivi du programme de développement du réseau autoroutier et de ses pénétrantes. S'agissant de l'entretien du réseau autoroutier, incluant l'autoroute Est-Ouest, un récapitulatif détaillé des opérations d'entretien périodique menées jusqu'au 1er septembre 2026 a été présenté. Ces actions ont notamment concerné la correction de la détérioration de la chaussée, le remplacement des joints de chaussée, l'entretien des ouvrages d'art et la remise en état des glissières métalliques, en plus du renouvellement de la signalisation et du renforcement des dispositifs de sécurité.



Lors de la réunion, la progression des travaux sur les tronçons classés parmi les points noirs a aussi été abordée, notamment dans les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Bouira, Sétif, Mila, Constantine et Skikda, parallèlement aux mesures prévues pour lancer l'entretien des tronçons de l'autoroute Est-Ouest traversant les wilayas d'Annaba et de Guelma. Un accent particulier a été mis sur le besoin d'accélérer l'exécution des chantiers et de traiter les sections recensées.

La réunion a en outre porté sur l'état d'avancement de la réparation des joints de dilatation des ponts, notamment dans les wilayas de Bou-

merdès, Bordj Bou Arreridj, Blida, Bouira, Aïn Defla, Alger et Constantine, ainsi que sur le programme de développement des autoroutes actuellement en cours de réalisation.

Dans ce cadre, le ministre a souligné la nécessité de mobiliser l'ensemble des ressources disponibles afin de finaliser les travaux et d'intensifier les efforts pour préserver la sécurité et la durabilité des ouvrages d'art. Il a insisté sur l'importance d'un suivi strict des projets et d'une coordination étroite entre les équipes centrales, les services sur le terrain et les responsables en charge de la réalisation. L'objectif est de lever les entraves, d'accélérer la cadence des travaux et

d'aboutir aux projets en cours dans les délais fixés.

À l'issue de la réunion, M. Djellaoui a donné des instructions visant à renforcer les actions sur le terrain, à hâter les opérations d'entretien, à traiter les glissements, à réhabiliter les ouvrages d'art et à consolider les équipements de sécurité. Tout en continuant le suivi des projets de développement du réseau autoroutier et de ses pénétrantes, ces mesures visent à assurer la pérennité du réseau, l'amélioration de la qualité du service et l'intensification des garanties de sécurité sur l'ensemble de ses axes.

A.B

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

L'ALGÉRIE, PREMIER FOURNISSEUR DE NAPHTA DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE AU 1^{ER} SEMESTRE 2026

L'Algérie s'est classée au premier rang des fournisseurs de naphtha de la République de Corée au premier semestre 2026, avec une part de plus de 17% des importations du pays, selon des données de l'Association coréenne du commerce international (KITA).

D'après ces données, relayées

dans un communiqué de l'ambassade de la République de Corée, l'Algérie a représenté 17,2 % des importations de naphtha de la République de Corée au premier semestre 2026. Aussi, l'Algérie a vu sa part progresser régulièrement, en passant de 12,9 % en 2024 à 15,6 % en 2025, selon la même source.

Le naphtha, un produit dérivé des hydrocarbures, constitue une matière première de base de l'industrie pétrochimique sud-coréenne.

La République de Corée a souligné, dans le même communiqué, sa "disponibilité à soutenir le développement de la coopération économique avec l'Algérie, notamment

dans le secteur de l'énergie".

Soulignant "l'importance particulière" de la situation géographique de l'Algérie en Méditerranée, elle a rappelé les potentialités de l'Algérie en matière des hydrocarbures, en termes de production et d'exportation.

RE

FRUITS

PRODUCTION PRÉVISIONNELLE DE PLUS DE 3,3 MILLIONS DE QUINTAUX DE RAISIN À BOUMERDES

Une production prévisionnelle de plus de 3,3 millions de quintaux de raisin (toutes variétés confondues) est attendue dans la wilaya de Boumerdes au titre de la campagne agricole 2025/2026, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de wilaya des services agricoles (DSA).

Les premiers indicateurs de la campagne de récolte en cours, tablent sur un rendement entre 195 et 200 quintaux à l'hectare, a indiqué le directeur du secteur, Ahmed Abdelhafid Sibouker, en marge de la clôture du salon national du raisin ouvert hier samedi.

Le responsable a souligné que Boumerdes, 1ère wilaya productrice de raisin au niveau national, avec une part de plus de 53 % de la production

nationale au cours des trois dernières années, a enregistré cette saison une hausse de 7 % des superficies consacrées à la culture du raisin, soit près de 1.200 hectares supplémentaires. La superficie totale cultivée dépasse ainsi 21.000 hectares, dont près de 18.000 hectares productifs.

La récolte, lancée début juillet jusqu'à octobre prochain, concerne 11 variétés. La variété "Sabel" occupe la plus grande surface, avec plus de 10.000 hectares, soit près de 49% de la superficie globale. Elle est suivie par la "Red Globe", avec près de 4.500 hectares, "Cardinal", avec 4.200 hectares, et "Dattier", avec quelque 500 hectares. Le reste des superficies est réparti entre les autres variétés.

La 2e et dernière journée du Salon national du

raisin a également vu la tenue d'une journée d'information sur la transformation agricole, ainsi que sur les mécanismes de soutien à l'exportation et à la compétitivité, animée par plusieurs opérateurs du secteur et suivie d'un débat ouvert.

Organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec les différents services concernés de la wilaya, cette manifestation a réuni plus de 50 exposants et producteurs de raisin, ainsi que des représentants de plusieurs banques, compagnies d'assurance, organismes de soutien et opérateurs du secteur, de Boumerdes et d'autres wilayas.

RE

BATNA

UN ÉQUIPEMENT DE POINTE POUR LA LUTTE CONTRE LE CANCER

Un nouvel appareil de radiothérapie linéaire a été inauguré hier au Centre anti cancer Belkacem-Hamdiken, situé dans la ville de Batna, en présence du wali Riad Benahmed qui a supervisé l'événement.

Par Kahina Baghdad

D'après les informations fournies au wali lors de cette visite, ce dispositif de dernière génération relève d'une technologie avancée d'une grande précision pour soigner les tumeurs cancéreuses, ce qui garantit une meilleure prise en charge ainsi qu'un traitement de qualité destiné aux malades.

Après avoir examiné le service ainsi que le nouvel accélérateur, M. Benahmed a déclaré que « ce nouvel équipement représente une avancée pour le Centre anti cancer de Batna, qui profite ainsi de la modernisation de ses installations grâce à l'obtention de deux nouveaux accélérateurs, le premier ayant été mis en service en attendant l'exploitation du second et



l'achèvement des démarches administratives pour l'installation d'un troisième accélérateur ».

Cette opération, qui a nécessité une enveloppe financière importante, « s'inscrit dans le cadre de la stratégie

nationale de prévention et de lutte contre le cancer et traduit l'intérêt majeur accordé par le président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune, pour ce domaine et pour le secteur de la santé ».

Pour sa part, le chef du service de radiothérapie, Pr. Kamel Hamizi, a précisé que « l'opération financée par le Fonds national anti cancer s'inscrit dans le cadre de la modernisation du service de radiothérapie du Centre anti cancer de Batna et de consolidation de ses capacités par l'acquisition d'accélérateurs linéaires de haute technologie ».

Ces installations, selon le même spécialiste, permettent une meilleure prise en charge des patients en ciblant avec précision les parties malades en limitant les effets collatéraux ainsi que le nombre des séances de traitement en attendant le renforcement du service par un troisième accélérateur de sorte à étendre l'accès à cette technologie moderne et de prendre en charge un plus grand nombre de malades.

Les anciens accélérateurs étaient entrés en service en 2014 après deux années de l'ouverture du Centre qui dispose d'une capacité de 240 lits et accueille jusqu'à 1.800 patients par an de plusieurs wilayas pour des traitements de radiothérapie.

K.B

BLIDA

LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU CW 110 ACHEVÉS FIN NOVEMBRE PROCHAIN

Les travaux de mise à niveau et de renforcement du chemin de wilaya (CW) 110, dans la commune de Ben Khellil (Blida), avancent à un rythme "avancé" et devraient être réceptionnés fin novembre prochain, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction des travaux publics.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des mesures préventives visant à protéger la région de Ben Khellil, en direction de Koléa (Tipasa), contre les risques d'inondations et les intempéries, a indiqué le directeur du secteur, Abdelkrim Selaimia, en marge de la visite effectuée par le wali de Blida, Djamel Eddine Hashas, accompagné du wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaoualia,

au site du projet. Il a ajouté que les travaux devraient être achevés avant le délai initialement fixé à la fin de l'année, afin notamment de "mettre fin au problème récurrent d'accumulation des eaux pluviales durant la saison hivernale".

Selon M. Selaimia, le projet porte sur la mise à niveau du CW 110 et son renforcement par des ouvrages hydrauliques nécessaires à une évacuation efficace des eaux pluviales, contribuant à préserver la route et à améliorer la circulation, notamment lors des fortes précipitations.

Doté d'une enveloppe de 65 millions de DA, le projet revêt une importance particulière en raison de la situation de la zone frontalière de Ben

Hamdane, dans la commune de Ben Khellil, située entre Blida et Koléa (Tipasa), où convergent plusieurs cours d'eau se déversant dans l'oued Mazafran, à Tipasa.

Lors de la même visite, les deux responsables ont également inspecté les travaux de curage de l'oued Makhoulouf et des cours d'eau alimentant l'oued Mazafran, visant à éliminer les obstacles susceptibles d'entraver l'écoulement des eaux et à réduire les risques d'accumulation lors des périodes de pluies, dans le cadre des mesures de prévention contre les inondations et de protection des zones avoisinantes.

R.R

EL BAYADH

PLUS DE 270 STAGIAIRES PARTICIPANTS AUX OLYMPIADES DES MÉTIERS 2026

Quelque 273 stagiaires issus des établissements de la formation et de l'enseignement professionnels de neuf wilayas du sud du pays devraient prendre part aux compétitions régionales des Olympiades des métiers 2026, prévues dans la wilaya d'El Bayadh du 15 au 17 septembre courant, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya.

Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels d'El Bayadh, El Miloud Miloudi, a indiqué que cette compétition régionale, qui se déroulera à la salle omnisports Chahid Makhzouni El Arbi, verra la participation de 273 concurrents, dont 67 candidates, représentant les wilayas d'El Bayadh, Adrar, Béchar, Naâma, Tindouf, Laghouat, Timimoun, Béni Abbès et Bordj Badji Mokhtar.

Il a ajouté que les participants concourront dans 34 spécialités, relevant de six domaines de formation, à savoir les techniques du bâtiment et de la construction, les technologies de l'information et de la communication, les arts du design et de la mode, les techniques de fabrication et d'ingénierie, les services sociaux et personnels, ainsi que le transport et la logistique. Ces éliminatoires régionales seront encadrées par 105 juges. A l'issue de cette compétition, 34 lauréats se qualifieront pour les éliminatoires nationales, prévues à la fin du mois de novembre prochain, selon la même source.

Les préparatifs vont bon train pour accueillir les participants, avec la mobilisation de tous les moyens matériels et humains nécessaires afin d'assurer le bon déroulement de la compétition, précise la même source.

R.R

GUELMA

LANCEMENT DE L'OPÉRATION D'INDEMNISATION DES AVICULTEURS

L'opération d'indemnisation des aviculteurs sinistrés lors des incendies enregistrés dans plusieurs localités de la wilaya de Guelma en juillet passé a démarré dimanche.

Dans ce cadre, il a été procédé au niveau du complexe avicole de la commune de Boumahra à l'indemnisation de cinq aviculteurs de la commune de Djeballah Khemissi ayant sinistré durant ces incendies en présence des responsables locaux des communes de Djeballah Khemissi et de Béni Mezline, de représentants des services agricoles, de la chambre de l'agriculture et de l'Office national des aliments de bétail (ONAB). Le directeur des services agricoles, Rachid Rehamnia, a précisé à l'APS à l'occasion que l'opération se poursuivra jusqu'à la distribution des dédommagements à l'ensemble des 18 aviculteurs sinis-

trés des six communes de Djeballah Khemissi, Béni Mezline, El Fedjoudj, Medjez Amar, Hammam Debagh et Roknia. L'opération rentre dans le cadre de la poursuite des opérations d'indemnisation des citoyens sinistrés par les récents incendies de forêts en application des instructions du président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'accélération de l'opération de dédommagement des sinistrés avant le 15 septembre courant, a indiqué le même responsable. De leur côté, les aviculteurs bénéficiaires de l'opération ont salué le soutien qui leur a été apporté par les pouvoirs publics durant cette conjoncture difficile et leur prise en charge de l'indemnisation des dégâts subis de sorte à leur permettre de maintenir leur activité dans cette filière.

R.R

AFLOU

RÉHABILITATION DE SEPT ÉTABLISSEMENTS MOYENS ET SECONDAIRES ET EXTENSION DE 20 ÉCOLES

Les préparatifs en vue de la rentrée scolaire 2026-2027 se poursuivent à travers les 12 communes de la wilaya d'Aflou, avec des travaux de réaménagement et de maintenance de sept (7) établissements moyens et secondaire et l'extension de 20 écoles, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du secteur.

Le directeur délégué de l'Education, Abdelkader Seba, a indiqué à ce sujet que les travaux de maintenance et de réaménagement ont touché sept établissements à travers la wilaya.

Il s'agit du lycée "Mohamed Boudiaf" et les collèges "Daoudi Nacer" et "Saoudi ben Fatima" dans la commune d'Aflou, le collège "Aïfa Rabah" dans le village d'Enfous, le collège "1er novembre 1954" (commune d'El-Ghicha) et les lycée "Hamed Amer" dans la commune de Brida et "Atia Ahmed" dans celle d'Oued-Morra.

S'agissant des nouvelles structures, les services du secteur poursuivent le suivi sur le terrain des projets de réalisation d'écoles primaires dans plusieurs communes, notamment Aflou, El-Beidha, El-Ghicha, Taouiala et Gueltet Sidi-Saad, dans le but d'accroître la capacité d'accueil et soulager la pression sur les établissements avoisinants.

Dans le même contexte, 13 points de vente de manuels scolaires ont été désignés, dont sept (7) au niveau des écoles primaires et six (6) librairies privées agréées, selon la cellule de communication de la direction de l'Education.

La même source a fait savoir aussi que les manuels scolaires étaient disponibles en quantités suffisantes et aux prix officiels fixés, ce qui facilite l'acquisition des manuels pour les différents niveaux d'enseignement.

Le directeur délégué de l'Education a ajouté que les services du secteur continuent de mobiliser toutes les ressources humaines et logistiques et de suivre les différentes opérations enregistrées dans les 12 communes, afin de garantir la préparation des structures éducatives et d'offrir des conditions pédagogiques idoines aux élèves et au personnel de l'éducation dès le début de la nouvelle année scolaire.

R.R

LA MER ET L'OcéAN

UNE SOURCE INTARISSABLE D'EMPLOIS ?

Alors que les richesses maritimes du continent demeurent largement inexploitées et que la jeunesse cherche des perspectives, l'Union africaine a mis sur pied un dispositif continental sans précédent destiné à muscler les aptitudes et l'esprit d'entreprise des jeunes et des femmes dans les métiers liés à l'économie bleue.

Par Nawal Bordji

Longtemps réduite à des déclarations, la mise en valeur des ressources marines africaines amorce une étape tangible de qualification et d'intégration professionnelle. Du 22 au 25 juillet, à Luanda, l'Union africaine a organisé la troisième Semaine africaine de l'économie bleue. Cette rencontre, dénommée Africa Blue Economy Week (ABEW 2026), a rassemblé 450 personnes venues de dix pays du continent. À cette tribune, la Commission de l'Union africaine (UA) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont dévoilé l'Africa Blue Economy Accelerator Programme for Youth and Women. Disposant d'une enveloppe de 28,4 millions USD, ce projet s'étale sur 2027-2031 et entend qualifier puis intégrer les jeunes et les femmes dans les chaînes de valeur maritimes africaines.

Un dispositif structuré en 3 axes

La mise en œuvre s'articule autour de trois axes qui se renforcent mutuellement. Le premier dote les entreprises de capacités, de compétitivité et de résilience accrues. Le



deuxième élargit l'accès aux débouchés, aux financements et aux relais de croissance. Le troisième consolide les écosystèmes d'appui et le cadre réglementaire. Chaque volet intègre des dimensions transversales liées à la transition numérique et à la résistance climatique.

À l'horizon 2031, le programme veut épauler 3 000 entreprises et faire naître 12 000 emplois durables. Il ambitionne aussi de drainer entre 30 et 50 millions de dollars d'investissements privés. Une phase pilote s'ouvrira en 2027 dans six pays, avec l'objectif d'appuyer 300 entreprises et de produire 1 500 emplois.

L'initiative cible les entreprises portées par des jeunes et des femmes dans six branches clés. La pêche, l'aquaculture, le tourisme littoral, le transport maritime, la biotechnologie marine et l'économie

circulaire sont concernés. Le mécanisme s'appuie sur un réseau de 40 structures d'accompagnement entrepreneurial réparties dans 30 pays africains. Ces entités, incubateurs, accélérateurs et pôles d'innovation, offriront formation, appui et accès aux marchés.

Un paradoxe continental qui rend urgente la question des compétences

Ce déploiement répond à une carence préoccupante sur le marché du travail africain. Selon le rapport Foresight Africa 2026 de la Brookings Institution paru en janvier 2026, 12 millions de jeunes Africains arrivent chaque année sur le marché du travail. Sur ce volume, seuls 3 millions d'emplois formels sont créés simultanément. L'Organisation internationale du travail rappelle que plus

de 85 % des emplois en Afrique subsaharienne relèvent de l'informel. Elle précise que la main-d'œuvre a crû de 15,4 millions de personnes entre 2024 et 2025. Or l'emploi n'a augmenté que de 14,6 millions sur la même période : 1 million de personnes de plus basculent dans la précarité. L'économie bleue fait pourtant déjà vivre environ 49 millions de personnes. Elle nourrit en outre 200 millions d'Africains grâce aux écosystèmes marins. En dépit de 13 millions de km² d'espace maritime, le continent fournit moins de 3 % du poisson mondial. Moses Vilakati, Commissaire de l'UA chargé de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Économie bleue et de l'Environnement durable (ARBE), a livré ce constat aux participants de l'ABEW 2026. « Notre défi n'est pas un manque de vision », a-t-il déclaré, invitant à investir dans l'éducation, les compétences, la recherche et l'innovation. L'UA et le PNUD visent 40 millions d'emplois bleus et 405 milliards USD générés d'ici 2030. Malgré ce potentiel, jeunes et femmes demeurent confinés aux segments informels à faible valeur ajoutée. Le programme copiloté par les deux institutions identifie 4 obstacles structurels à l'origine de cette exclusion. Le premier est un déficit de capacités entrepreneuriales et techniques. Le deuxième est un accès limité aux marchés et aux financements. Le troisième est une faiblesse des écosystèmes de soutien aux entreprises. Le quatrième est une exclusion numérique aggravée par la vulnérabilité climatique. Le programme Accelerator constitue le premier mécanisme opérationnel continental pour y remédier. Reste à savoir si ce pari tiendra face aux délais de mise en œuvre déjà annoncés.

N.B

MINES/PLATINE

FINANCEMENT OBLIGATAIRE DE 300 MILLIONS USD POUR LA FUTURE MINE DE MGP DE KARO AU ZIMBABWE

La chaîne zimbabwéenne des métaux du groupe du platine (MGP) pourrait connaître un nouvel élan grâce au lancement annoncé pour le second semestre 2027 du gisement de Karo. Ce site est dimensionné pour produire 226 000 onces chaque année, dans un contexte où le secteur traverse, depuis plusieurs exercices, une période de déséquilibres et de pénuries sur le marché. Le groupe minier Tharisa a annoncé, le vendredi 11 septembre, avoir mené à bien une opération de placement portant sur une obligation senior garantie, destinée à réunir 300 millions de dollars américains. L'essentiel de ces fonds doit être mobilisé afin de financer l'édification de la future mine de métaux du groupe du platine (MGP) Karo, que Tharisa développe au Zimbabwe. Le projet Karo est porté par Karo Mining Holdings, qui détient 85 % de l'actif. Tharisa, de son côté, en constitue le principal actionnaire, avec une participation de 78,81 %. La mise en service de l'infrastructure minière est annoncée pour le quatrième trimestre 2027. À maturité, la mine viserait une capacité de 226 000 onces de MGP par an.

Lors de la conclusion, en août, du bail minier signé entre le projet et l'État zimbabwéen, il avait été précisé que Karo avait déjà injecté 240 millions de dollars américains dans le développement. La démarche de financement engagée par Tharisa vise donc à soutenir la continuité des travaux indispensables à la réalisation du projet, au-delà des investissements déjà réalisés.

Tharisa indique également que l'opération a

suscité l'intérêt d'un large éventail d'investisseurs, présents notamment en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. Le règlement de l'obligation est attendu pour le 24 septembre, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives. D'ici là, les sommes collectées seront conservées sous séquestre avant d'être transférées au groupe une fois que les conditions de libération auront été satisfaites.

Pour Tharisa, cette initiative a vocation à limiter les risques liés à la mise en œuvre du développement de Karo, tout en insufflant une nouvelle impulsion à la trajectoire de croissance du groupe. Les activités de Tharisa ne se limitent d'ailleurs pas au Zimbabwe : elles s'inscrivent également en Afrique du Sud.

Phoevos Pouroulis, directeur général de Tharisa, a déclaré : « En fixant les conditions de notre première émission obligataire de 300 millions de dollars américains, nous avons non seulement diminué les risques liés au projet Karo Platinum, mais nous avons aussi donné un élan de croissance à Tharisa en nous adossant à un nouvel ensemble d'investisseurs internationaux, experts en la matière. Ces ressources nous permettent d'aborder sereinement la phase de construction à forte intensité, avec davantage de visibilité. »

Au-delà des objectifs affichés par son promoteur, le déploiement du projet Karo doit contribuer à renforcer les capacités de production d'une filière minière considérée comme stratégique pour le pays. En effet, les métaux du



groupe du platine figurent, au même titre que l'or, le lithium et le chrome, parmi les principaux produits miniers exportés par le Zimbabwe. Le pays devrait aussi tirer profit de la concrétisation du projet grâce à sa participation gratuite de 15 %. Enfin, Karo est attendu pour générer plus de 3 000 emplois, contribuant ainsi à son impact économique local.

N.B

INDONÉSIE

UN FERRY CHAVIRE, SIX MORTS ET 130 DISPARUS

Bilan provisoire et incertitudes après la perte de contact d'un navire de transport de passagers en Indonésie.

Par Yacine Boudali

D'après l'Agence nationale de recherche et de sauvetage d'Indonésie, dimanche, au moins six victimes sont à déplorer, tandis que 130 individus demeurent introuvables et que 107 autres ont pu être sauvés, après que toute liaison a été rompue avec un bateau assurant le transport de passagers dans la mer de Java, en Indonésie.

Lors d'un point presse tenu plus tard dans l'après-midi de dimanche, le ministre indonésien des Transports, Dudy Purwagandhi, a précisé que, selon ce qu'a observé un équipage d'hélicoptère, le ferry s'était retourné sans avoir encore sombré. Les raisons de cet accident restent à établir.

Plus tôt, l'Agence nationale de recherche et de sauvetage avait annoncé que le navire avait coulé.

Le consulat général de Chine à Surabaya a affirmé à Xinhua qu'aucun citoyen chinois ne se trouvait à bord, en s'appuyant sur des informations confirmées auprès des autorités compétentes de la municipalité de Surabaya.

Selon l'agence de recherche et de sauvetage, le ferry de passagers Virgo Transport 8 transportait 243 personnes lorsqu'il a cessé d'émettre vers 2h00 du matin, heure locale, dimanche, après avoir affronté des conditions météorologiques difficiles.

Le ferry était parti de Surabaya, dans la province de Java-Est, samedi, en direction de Banjarmasin, dans la province du Kalimantan-Sud.



L'origine de l'accident demeure indéterminée. Les autorités indonésiennes en charge des opérations de recherche et de sauvetage ont envoyé des équipes, des bâtiments et un hélicoptère dans les eaux proches du dernier point connu de l'embarcation pour conduire les recherches.

L'Indonésie, État archipelique fort d'en-

viron 17.000 îles, recourt largement aux ferries et à d'autres modes de transport maritime pour relier ses îles et faciliter les déplacements. Des accidents maritimes surviennent régulièrement en raison de facteurs tels que la météo, l'état de la mer et la sécurité des navires.

Y.B

18^e SOMMET DU BRICS DE NEW DELHI ADOPTION D'UNE DÉCLARATION COMMUNE

Les dirigeants des BRICS adoptent une déclaration commune à l'occasion du sommet de New Delhi. Les dirigeants des pays du BRICS ont adopté samedi, lors du 18^e sommet du BRICS qui s'est tenu à New Delhi, la capitale de l'Inde, une déclaration commune dans laquelle ils ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une gouvernance mondiale inclusive et du renforcement du multilatéralisme, ont appelé à la paix et à la sécurité aux niveaux international et régional, et ont mis l'accent sur une croissance économique mondiale durable et inclusive ainsi que sur le renforcement de la coopération culturelle et des échanges entre les peuples.

La Déclaration de New Delhi réitère l'engagement des dirigeants des BRICS à réformer et à améliorer la gouvernance mondiale en favorisant la création d'un système international et multilatéral plus juste, plus équitable, plus agile, plus efficace, plus représentatif et plus responsable, dans un esprit d'amples consultations, de contribution conjointe et de bénéfices partagés.

Dans la déclaration, les dirigeants réaffirment leur engagement à renforcer le multilatéralisme et la multipolarité ainsi qu'à défendre le droit international, appelant à une participation et à une représentation accrues et plus significatives des marchés émergents et des pays en développement, ainsi que des pays les moins avancés, dans les processus et structures de prise de décision à l'échelle mondiale. Ils déplorent également les tentatives visant à saper unilatéralement le travail des institutions multilatérales mondiales et à entraver la mise en œuvre de leurs mandats respectifs, notamment par la retenue délibérée de contributions obligatoires.

Exprimant en outre leur préoccupation face aux conflits en cours dans de nombreuses régions du monde et à la polarisation et à la fragmentation actuelles de l'ordre international, les dirigeants des BRICS demandent un règlement pacifique des différends internationaux par le dialogue, la consultation et la diplomatie. Dans le contexte des différends internationaux, ils soulignent l'importance de la diplomatie préventive et de la médiation, avec le consentement des parties



concernées, comme outils essentiels pour éviter les crises et prévenir leur escalade, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies. Notant aussi que les défis mondiaux actuels sont interconnectés et entravent la croissance économique tout en accentuant les écarts de développement persistants entre les pays et les régions, les dirigeants des BRICS réaffirment l'importance particulière du développement durable et de la croissance inclusive dans l'agenda des Nations Unies. La déclaration indique par ailleurs que les dirigeants des BRICS reconnaissent que l'intelligence artificielle offre d'immenses opportunités pour stimuler la croissance économique et le développement durable pour tous. Réaffirmant l'importance des échanges entre les peuples et des initiatives au sein des BRICS visant à renforcer la compréhension mutuelle, l'amitié et la coopération, ils appellent également à redoubler d'efforts pour respecter la diversité culturelle, valoriser l'héritage, l'innovation et la créativité, ainsi que pour encourager conjointement des échanges de peuple à peuple et une coopération internationale solides.

Les dirigeants des BRICS expriment enfin leur plein soutien à la Chine pour sa présidence des BRICS en 2027 et pour l'organisation du 19^e Sommet des BRICS sur son territoire.

RI

LE CALVAIRE DES PALESTINIENS INTERMINABLE ARRESTATIONS EN CISJORDANIE ET MORT D'UNE FEMME ENCEINTE À GHAZA

Par Hamida Indja

Les forces d'occupation sionistes ont arrêté onze Palestiniens, dont deux enfants, en Cisjordanie occupée. Dans la bande de Gaza, une femme enceinte et son fœtus sont également décédés après des blessures causées par des tirs.

Onze Palestiniens, dont deux enfants, ont été arrêtés dimanche par les forces d'occupation sionistes lors d'opérations menées dans plusieurs villes et localités de Cisjordanie occupée, selon le Bureau d'information des prisonniers palestiniens.

Ces actions ont eu lieu à Jénine, où huit personnes ont été arrêtées, à Bethléem, où deux enfants ont été arrêtés, et à Tubas, où une personne a été arrêtée. Lors de ces opérations, les soldats ont aussi fouillé des maisons et agressé des habitants. Le Bureau d'information des prisonniers palestiniens a annoncé qu'environ 500 Palestiniens ont été arrêtés pendant le mois d'août, notamment huit femmes et cinq journalistes.

Il a expliqué que le fait de continuer à entrer de force dans les villes, à procéder à des arrestations, ainsi que la dégradation des biens et la remise en prison de personnes déjà libérées montrent une intensification de la politique de persécution visant les Palestiniens. Le Bureau a demandé aux associations de défense des droits de l'homme et au monde entier d'intervenir pour stopper ces violations. Samedi, dans la bande de Gaza, une femme enceinte est décédée. Elle avait été blessée par des tirs des forces d'occupation au sud de la ville de Khan Younés. L'agence de presse palestinienne Wafa, qui cite un médecin, a indiqué que la victime s'appelle Imane Chlouf. Elle est morte trois jours après avoir été touchée par des balles. Les autorités sanitaires palestiniennes ont indiqué samedi que le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Gaza, en cours depuis le 7 octobre 2023, s'était alourdi à 73 783 martyrs et 174 738 blessés. Plusieurs victimes se trouvent toujours sous les décombres, alors que les équipes de secours et de sauvetage restent dans l'incapacité de les atteindre. Selon le Bureau d'information des prisonniers palestiniens, le nombre de Palestiniens emprisonnés dans les prisons de l'occupation sioniste dépassait également 9 500, dont 99 femmes, 42 journalistes et plus de 360 enfants.

HI

MILITARISATION DES ROBOTS HUMANOÏDES

BIENTÔT DES SOLDATS ROBOTS
DANS LES CONFLITS ARMÉS ?

La Chine franchit une étape décisive dans la militarisation des technologies émergentes, ses robots humanoïdes, autrefois cantonnés aux démonstrations sportives ou artistiques, sont désormais testés sur le champ de bataille.

Par Yakout Abina

Longtemps cantonnée aux écrans de cinéma, l'image de soldats mécaniques sort désormais de la fiction pour s'imposer dans la réalité militaire chinoise. Ce qui relevait de Terminator ou de Matrix prend corps dans les laboratoires et sur les terrains d'essais. Selon une récente enquête de Reuters, l'Armée populaire de libération (APL) chinoise teste désormais l'utilisation de robots humanoïdes sur le champ de bataille, évaluant leur interaction avec les troupes et leur efficacité en situation de combat. Lors d'un exercice récent, une unité d'androïdes a neutralisé des ennemis fictifs dans un immeuble de plusieurs étages. Ces machines autrefois programmées pour danser, boxer ou courir le 100 mètres, sont désormais intégrées à des manœuvres militaires, elles livrent des vivres, assurent des missions de surveillance et participent directement aux combats.

Les images de robots armés ne relèvent plus seulement de la science-fiction. Lors des Jeux mondiaux de robots humanoïdes organisés en Chine, certains modèles ont couru le 100 mètres plus vite qu'Usain Bolt, tandis que d'autres sautaient, boxaient ou exécutaient des chorégraphies. Les spectateurs ont applaudi autant pour leurs prouesses que pour leurs chutes. Deux jours après la clôture de la compétition, le Quotidien de l'Armée populaire de libération, Jiefangjun Bao, appelait les chercheurs à accélérer le transfert de ces technologies vers les terrains d'entraînement militaire, afin de transformer les robots en soldats opérationnels.

Une « enquête » de Reuters, fon-



dée sur plus de cent documents (avis de marchés publics, études universitaires, brevets, publications officielles), confirme que l'appareil de défense chinois intensifie ses recherches sur les applications militaires des humanoïdes. Les instituts spécialisés multiplient les tests pour comprendre leur comportement au combat et leur interaction avec les unités humaines. Les chiffres témoignent de cette domination, au premier semestre 2026, les fabricants chinois ont assuré plus de 97 % des livraisons mondiales de robots humanoïdes. Pékin observe aussi de près la guerre en Ukraine, où drones semi-autonomes et robots d'évacuation des blessés sont déjà déployés.

La Chine n'est pas seule dans cette course. Aux États-Unis, l'entreprise Foundation Future Industries teste ses robots Phantom en Ukraine et prévoit d'expérimenter des scénarios d'armement dès 2027. Euronews avertissait récemment que des humanoïdes dopés à l'intelligence artificielle pourraient devenir des armes d'ici cette échéance. Mais la Chine conserve une longueur d'avance. Pour Génération-NT, l'intérêt de la Chine pour

les robots humanoïdes de combat répond à une double stratégie qui serait de combler un déficit démographique et acquérir une supériorité technologique décisive.

En juillet dernier, des manœuvres menées à Changsha ont testé la capacité de robots humanoïdes à neutraliser des ennemis dans un immeuble. Divisés en deux groupes, ils ont collaboré avec des chiens robotisés et des véhicules autonomes pour progresser étage par étage. Leur morphologie humaine leur permet d'utiliser portes, escaliers et outils conçus pour les soldats. Le concept chinois ne vise pas à remplacer l'armée par des machines, mais à créer une combinaison hybride, humains, androïdes, drones et véhicules autonomes. Le robot inspecte une zone dangereuse, l'humain reste à distance et prend les décisions stratégiques. Les sources militaires évoquent déjà des manœuvres intégrant systèmes habités et systèmes autonomes.

Cette révolution n'est pas sans limites. Le professeur américain Aaron Johnson rappelle que les robots consomment énormément d'énergie et que leur comportement

peut devenir imprévisible hors du contrôle humain. La fiabilité, la sécurité des interactions et la responsabilité juridique en cas d'accident restent des questions ouvertes. Par ailleurs, l'armée de l'air chinoise prévoit dès le mois prochain d'utiliser un système basé sur l'intelligence artificielle pour planifier des opérations impliquant plus de cent unités. Une étape supplémentaire vers une automatisation massive des forces armées.

La militarisation des humanoïdes marque un tournant. La Chine ne se contente plus d'exhiber ses avancées technologiques, elle prépare activement la prochaine génération de ses forces armées. C'est ce sont certains les Occidentaux. Eux aussi, ils y pensent sans aucun doute, eux qui transforment toutes les belles inventions en armes redoutables. Eux qui ont déjà inventé pour le cinéma Terminator et Robocop. Il n'est pas beau l'avenir qui attend nos enfants... si nous n'humanisons pas les progrès de la science. Qui a déjà dit science sans conscience... ?

Y.A

NUMÉRISATION DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ
UNE 1^{ère} SESSION DE FORMATION À TIPAZA

Une 1^{ère} session de formation consacrée à la numérisation dans le secteur de la santé a débuté dimanche à Tipasa au profit des responsables des services informatiques des différents établissements hospitaliers de la wilaya.

Organisée jusqu'à jeudi prochain au niveau de l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie de Nadhor, cette 1^{ère} session du genre dans la wilaya, s'inscrit dans le cadre des orientations du ministère de tutelle. Elle cible les ingénieurs et techniciens informatiques exerçant dans les établissements hospitaliers.

Selon le directeur par intérim de la Santé, Rabah Omari, cette formation vise à renforcer le processus de numérisation du secteur et à développer les compétences techniques nécessaires pour accompagner cette transformation stratégique.

Le même responsable a souligné l'importance de la numérisation, qui permettra d'interconnecter l'ensemble des établissements de santé au sein d'un réseau national unifié regroupant différentes plateformes numériques, contribuant ainsi à améliorer la qualité des prestations



et à faciliter l'accès des citoyens aux soins dans de meilleures conditions à travers le territoire national.

Le dossier médical électronique du patient constitue, à ce titre, un élément central de la transformation numérique des établissements hospitaliers. Il permet de stocker les données médicales dans une base de données sécurisée et d'y accéder depuis tout établissement de santé à l'échelle nationale, contribuant à éviter la répétition des examens et analyses, à améliorer le suivi des patients et à faciliter la prise de rendez-vous et l'accès rapide aux prestations de soins.

Ces sessions de formation visent également à renforcer les compétences techniques et à promouvoir une culture de protection des données au sein des établissements de santé, à travers la formation, la sensibilisation et le développement de compétences permettant aux personnels de maîtriser les normes de sécurité et les exigences légales liées à l'utilisation quotidienne des systèmes informatiques et des données de santé, a précisé M. Omari.

R.S.H.T

RECYCLAGE ET SAVOIR-FAIRE

DES BRIQUES EN PLASTIQUES POUR BÂTIR L'AVENIR ?

Face à la prolifération planétaire des déchets plastiques, l'architecture circulaire transforme ces rebuts en briques modulaires pour construire logements et écoles. Née en Colombie, cette prouesse technique pourrait s'imposer comme un bon moyen de construire des édifices à moindre frais.

Par Chaïmaa Sadou

Le défi des déchets plastiques représente l'un des fléaux écologiques et sanitaires majeurs de notre siècle. Partout, la surconsommation de produits emballés engorge les décharges, sature les réseaux d'assainissement et envahit les écosystèmes terrestres et aquatiques. Dans les grandes villes, la gestion des ordures est un casse-tête pour des municipalités incapables d'absorber des volumes sans cesse croissants. Cette crise souligne l'urgence de changer nos modes de consommation pour protéger la santé publique et l'équilibre écologique. À Bogotá, la capitale colombienne, la situation illustre cette réalité. En 2026, la métropole génère quotidiennement des milliers de tonnes de déchets. Si une partie est récupérée grâce au travail de milliers de collecteurs informels — les « recicladores » —, une grande part de ce plastique échappe encore aux filières de recyclage. En raison de sa composition chimique complexe, ce matériau possède une persistance redoutable : il subsiste dans l'environnement pendant des décennies, voire des siècles. Il se fragmente lentement sous l'action du soleil et des intempéries en particules microscopiques, les microplastiques, qui s'infiltrent dans les sols, les nappes phréatiques et la chaîne alimentaire. Les dommages sont particulièrement visibles dans les écosystèmes marins. Emportés par les cours d'eau et les courants océaniques, les débris plastiques convergent vers les gyres maritimes pour former de gigantesques plaques de pollution, surnommées « continents de déchets ». Face à cette catastrophe, il devient vital de passer d'une économie linéaire du tout-jetable à une économie circulaire véritablement vertueuse. C'est pour répondre à cette urgence qu'est née l'entreprise ConceptosPlásticos, fondée en Colombie en 2010 par l'architecte Oscar Andrés Méndez et



Isabel Cristina Gámez. Le projet visait à récupérer les débris plastiques pour fabriquer de nouveaux matériaux de construction. Très vite, cette intuition a donné naissance à un projet à fort impact : et si l'on pouvait utiliser ces rebuts pour loger les plus vulnérables et construire des écoles ?

Le recyclage de haute qualité exige une rigueur scientifique

En Colombie, pays marqué par des décennies de déplacements liés aux conflits armés, la crise du logement constituait une blessure sociale ouverte. En combinant valorisation des déchets et construction d'habitats dignes, l'entreprise a lié les enjeux écologiques, économiques et sociaux. Ce modèle a prouvé qu'un problème environnemental pouvait devenir une ressource pour la communauté.

Contrairement à une idée reçue, le recyclage de haute qualité exige une rigueur scientifique absolue et des procédés industriels de pointe. Le nettoyage des rues et la collecte constituent la première étape, assurée par les agents de propreté, mais le véritable travail de transformation relève de la chimie des matériaux et de l'ingénierie moderne. La dimension scientifique du recyclage lui confère crédibilité et efficacité.

Le processus, lui, obéit à un protocole strict. Une fois acheminés vers l'unité de traitement, ces déchets doivent être triés de manière

chirurgicale. Tous les polymères ne possèdent pas les mêmes propriétés thermiques : polyéthylène, polypropylène et PVC réagissent différemment sous l'effet de la chaleur. Un mauvais tri compromettrait la résistance et la sécurité de la brique finale. Après le tri, la matière est lavée en profondeur pour éliminer les impuretés, les graisses et les étiquettes. Elle est ensuite broyée en fines particules. Ces fragments subissent une phase critique de thermo-compression. Chauffée à des températures contrôlées, la matière devient malléable, puis elle est injectée sous haute pression dans des moules de précision. Ce processus permet d'obtenir des blocs parfaitement calibrés, dotés d'excellentes performances d'isolation thermique, d'une étanchéité remarquable et d'une résistance certifiée au feu et aux intempéries.

Au-delà de la composition chimique, c'est la conception géométrique des briques qui bouleverse les codes de la construction traditionnelle. Inspirées du principe des Lego, ces briques modulaires s'imbriquent les unes dans les autres avec une simplicité inédite. Cette innovation supprime totalement le recours au ciment, au mortier et aux méthodes lourdes de maçonnerie.

30 à 40 % moins chères

Grâce à cette technique, la rapidité d'exécution est spectaculaire.

Une maison de deux chambres peut être assemblée en quelques jours seulement, nécessitant environ cinq tonnes de plastique recyclé. Le système ne requiert pas de compétences en maçonnerie lourde : après une formation courte, des équipes locales peuvent participer activement à l'édification de leurs propres logements ou écoles. Sur le plan financier, les constructions s'avèrent souvent 30 à 40 % moins chères que les ouvrages classiques.

Le concept de ConceptosPlásticos n'est pas resté confiné à la Colombie. Porté par une ambition internationale, il a trouvé en Afrique un terrain d'application exceptionnel, notamment à travers un partenariat noué avec l'UNICEF dès 2018-2019. Face aux besoins criants en infrastructures scolaires et à l'accumulation de déchets plastiques, une filière locale complète a été mise en place, couronnée par l'implantation d'une usine de transformation à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

L'impact de ce partenariat a rapidement dépassé les espérances. Selon les bilans officiels de l'UNICEF, le programme a permis de construire 262 salles de classe en plastique recyclé, offrant à 13 100 enfants un cadre d'apprentissage sûr et durable. Pas moins de 1 441 tonnes de déchets plastiques ont ainsi été détournées des décharges pour être ancrées dans le patrimoine éducatif du pays. La démarche revêt aussi une dimension sociale émanicipatrice, ayant permis la formation de centaines de femmes aux métiers de la collecte et de la valorisation.

Le chemin n'a pas toujours été facile : en 2025, des documents de l'UNICEF évoquaient un accompagnement pour redresser l'entreprise. Mais le projet n'a pas disparu : en 2026, le programme ivoirien est toujours actif et une nouvelle phase de développement est déjà envisagée. L'avenir s'annonce encore plus ambitieux. Dans son bilan de juillet 2026, l'UNICEF annonce une nouvelle phase du programme : 240 salles de classe par an. Entre 2026 et 2030, ce sont 900 nouvelles salles de classe en plastique recyclé qui devraient voir le jour, ainsi que des milliers d'équipements scolaires fabriqués à partir de déchets plastiques. L'aventure de l'architecture plastique démontre qu'un déchet encombrant n'est, en réalité, qu'une ressource mal placée. En unissant la rigueur de la science des matériaux, l'ingénierie modulaire et une forte ambition sociale, cette démarche transforme un fardeau écologique en un vecteur d'avenir.

C.S

INCENDIE EN CROATIE

DES CENTAINES DE PERSONNES ÉVACUÉES ET PLUS DE 3.000 HA DE VÉGÉTATION RAVAGÉS

Quelque 500 personnes ont été évacuées dans la nuit de samedi à dimanche sur l'île de Brac, en Croatie, en proie à un incendie qui a ravagé 3.500 hectares de végétation et s'est rapproché des habitations, ont annoncé les autorités.

Le feu, qui s'était déclaré jeudi, "reste actif" mais "après une nuit extrêmement difficile, la situation (...) s'est nettement améliorée ce matin" (dimanche), a indiqué le commandement national de sapeurs-pompiers dans un communiqué.

Deux personnes ont été blessées, dont une grièvement, a déclaré le chef des pompiers de l'île de Brac, Nikola Martinic Dragan, à l'agence officielle Hina.

"Nous sommes en train de faire un travail considérable. Le vent souffle toujours, mais je pense que nous avons de bonnes chances de maîtriser l'incendie d'ici la fin de la journée", a-t-il expliqué.

Environ 500 personnes au total ont été éva-

cuées, a précisé dans un communiqué le ministère de la Mer, la plupart par bateaux, notamment de la capitainerie et de la police maritime, ainsi que par des barques privées.

Dans un premier temps, le commandant des sapeurs-pompiers Slavko Tucakovic avait fait état d'environ 230 évacuations.

Samedi peu avant minuit, habitants et touristes de la petite ville de Milna et les criques alentours, dans l'ouest de l'île, ont reçu une alerte sur leur téléphone, les flammes poussées par un vent très fort s'étant approchées des zones habitées.

Près de 400 clients et membres du personnel d'un complexe touristique ont été évacués, a précisé Hina en citant la direction du complexe, qui a fait état de "dégâts matériels" sur les infrastructures situées au milieu d'une forêt de pins.

Plus de 220 pompiers, avec 69 véhicules, ont lutté contre les feux toute la nuit et quatre avions bombardiers d'eau Canadair CL-415 sont interve-

nus dès les premières heures de la matinée, selon les autorités. Les équipes déployées sur le terrain ont été rejointes dans la journée par une quarantaine d'autres pompiers.

Au total, environ 3.500 hectares de forêts de pinèdes et de maquis ont été ravagés, selon les pompiers.

Frappée par plusieurs vagues de chaleur extrême et le manque de précipitations, comme une grande partie de l'Europe, la Croatie a connu un été particulièrement sec, propice à la propagation des feux de forêt. A la mi-août, un violent incendie a ravagé la région de la ville d'Omîs, dans le centre du littoral, en faisant 3 morts et une quarantaine de blessés. Ce feu a détruit ou endommagé près de 60 maisons et bâtiments résidentiels, des dizaines de voitures et environ 1.000 hectares de terrain. Les dégâts ont été estimés à environ 110 millions d'euros.

R.Env

INITIATIVE « HIKAYA DZ »

POUR UNE PRÉSENCE ACTIVE DU PATRIMOINE ALGÉRIEN SUR LE WEB

Sur l'écran du téléphone, le pouce bouge tout seul, entre une blague, une recette rapide et un chat curieux, une vidéo de quarante-cinq secondes attire l'œil. L'Office des établissements de jeunes à Oran vient de lancer un projet appelé « Hikaya DZ ». Pour l'instant, cinq wilayas testent le projet : Oran, Alger, Boumerdès, Mostaganem et Laghouat. L'objectif est d'aider les jeunes à filmer et à partager la richesse de notre patrimoine, nos traditions, nos vieux métiers et notre cuisine, avec l'idée d'une grande caravane pour tout le pays et d'un grand projet sous le slogan « 69 wilayas, 69 histoires ».

Par Rihab Taleb

Mais pendant que les projets officiels s'organisent, sur des réseaux comme Facebook ou YouTube, des mordus du net publient de courtes vidéos qui se veulent éducatives et informatives. Pour leurs auteurs, ces images expriment des vérités telles qu'ils les voient, souvent avec la certitude d'ouvrir les yeux sur un grand secret caché. On voit par exemple tourner sur Facebook et YouTube des vidéos virales où l'on nous montre que les grandes pyramides d'Égypte sont l'œuvre d'extra-terrestres, sous prétexte que les blocs de calcaire seraient coupés avec une précision impossible à obtenir avec de simples ciseaux de cuivre antiques. Ces montages mystérieux font des millions de vues et déclenchent des milliers de commentaires passionnés, prouvant que ces récits alternatifs captent instantanément l'imaginaire. Il est plus que temps que nos vérités à nous, ancrées dans notre histoire réelle, aient enfin leur place sur le net.

Lorsqu'un organisme officiel filme un vieux métier à tisser ou une mosquée historique, la caméra ne bouge pas pendant trois minutes et la voix parle doucement comme dans une vieille émission de télévision d'autrefois. Un jeune de dix-huit ans qui a l'habitude des vidéos sur son écran passe à autre chose en moins de deux secondes. Pourtant, il est temps que nos vraies histoires, basées sur des faits réels et vérifiés, trouvent leur vraie place sur l'écran et captent la



même attention. Pour y arriver, le projet Hikaya DZ doit montrer aux jeunes comment filmer notre vraie histoire avec des images fortes. L'Algérie est pleine de trésors réels qui dépassent de loin les histoires de propagande et de Martiens. Prenons par exemple les foggaras dans la région du Touat près d'Adrar et de Timimoun. Ce sont des kilomètres de galeries creusées sous la terre pour amener l'eau des montagnes vers les oasis en plein désert sans utiliser de machines, ce qui montre une intelligence humaine incroyable. Si on filme cela avec des angles modernes et des lumières précises, c'est cent fois plus impressionnant qu'un faux mystère antique solutionné par des Aliens à peau de lézard. On peut aussi raconter la Casbah d'Alger, classée par l'UNESCO depuis 1992, qui s'étale sur quarante-cinq hectares avec ses ruelles serrées, ses vieilles citernes d'eau de l'époque ottomane et son histoire de résistance face aux flottes et aux batailles du XVIe au XIXe siècle, comme l'attaque de Charles Quint en

1541. Montrer la Casbah comme un vrai décor de film d'action et d'histoire capture tout de suite l'intérêt. Plus au sud, le plateau du Tassili n'Ajjer, classé par l'UNESCO en 1982, montre plus de quinze mille dessins et peintures sur les rochers datant de plusieurs milliers d'années, avec des personnages étranges à tête ronde qui racontent la vie des premiers hommes du Sahara.

Le pont suspendu de Sidi M'Cid à Constantine, ouvert en 1912 et perché à cent soixante-quinze mètres au-dessus des gorges du Rhummel, filmé par un drone, donne le vertige. Les ruines romaines de Timgad dans la wilaya de Batna, fondée par l'empereur Trajan vers l'an 100 avec son Arc de triomphe et ses rues droites en carrés, fascinent autant qu'une ville mystérieuse. Sans oublier notre cuisine et notre artisanat, comme le couscous inscrit au patrimoine mondial en 2020 par l'UNESCO, la karantika oranaise héritée du passé hispano-algérois, la dinanderie constantinoise ou les tapis tradition-

nels de Ghardaïa aux dessins géométriques précis. Pour réussir, la formation prévue par Hikaya DZ dans les wilayas pilotes doit apprendre aux jeunes à monter ces sujets rapidement, à bien régler les couleurs sur un téléphone portable, à avoir un son clair qu'on entend bien sans écouteurs, et à accrocher le regard dès la première seconde avec une phrase d'accroche forte mais honnête. Quand nos vrais monuments, nos ingénieurs du désert, nos ponts vertigineux et nos traditions vivantes seront filmés avec cette énergie moderne, les jeunes regarderont nos histoires locales avec la même passion qu'ils mettent à commenter les mystères de l'internet.

Le slogan des soixante-neuf wilayas et soixante-neuf histoires prendra alors tout son sens, prouvant que notre vraie vie et notre histoire réelle, filmées avec les bons codes d'aujourd'hui, pèsent beaucoup plus lourd dans les têtes que les illusions de la Toile.

R.T

70^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'UGCAA

ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE À ALGER

Une conférence a été organisée, dimanche au Musée national du Moudjahid à Alger, à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la création de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), au cours de laquelle le rôle éminent joué par l'Union en soutien à la Révolution de libération a été mis en avant.

Cette rencontre, organisée sous le slogan "70 ans, un engagement renouvelé, une économie qui triomphe", a été animée par des moudjahidine, des enseignants universitaires, ainsi que des représentants de l'UGCAA et de différentes institutions et instances nationales.

S'exprimant à cette occasion, la chargée de la gestion des affaires du Musée national du Moudjahid, Salima Thabet, a souligné le "rôle central" joué par l'UGCAA durant la Révolution de libération, notamment à travers l'encadrement et la mobilisation des artisans et commerçants au service de la cause nationale.

Pour sa part, le coordonnateur de l'UGCAA de la wilaya d'Alger, Amar Kouider, a évoqué "les grands sacrifices consentis par les commerçants algériens, qui ont transformé leurs locaux commerciaux durant la glorieuse Révolution de libération en ateliers de militantisme, approvisionné les moudjahidine en denrées alimentaires, médicaments et autres produits et participé activement à la Grève historique des huit jours".

Au lendemain de l'indépendance, les commerçants et artisans ont "contribué pleinement



à la bataille de l'édification et de la construction", a ajouté le même responsable, assurant que "le commerçant algérien demeurera au service de sa patrie, de sa mémoire et de son économie".

De son côté, l'enseignant d'histoire à l'Université de Tamanrasset, Abderrahmane Tounsi, a rappelé que la création de l'Union est intervenue à l'issue de préparatifs intenses menés par les chefs de la Révolution, désireux d'instituer une organisation à même d'ancrer le lien solide entre le peuple et la Révolution de libération. M.

Tounsi a également souligné le rôle important de l'Union dans la structuration et la mobilisation des commerçants et artisans au service de la cause nationale.

Cette conférence a, par ailleurs, été marquée par les témoignages des moudjahidine Aissa Kasmi et Mahmoud Arbadji, qui ont rappelé la contribution des commerçants et artisans tout au long du parcours de lutte pour l'indépendance et le recouvrement de la souveraineté nationale.

R.A

ATHLÉTISME / ULTIMATE CHAMPIONSHIP 2026 - FINALE DU 800 MÈTRES (MESSIEURS)

VICTOIRE DE DJAMEL SEDJATI EN 1:41.91

Le demi-fondeur algérien Djamel Sedjati a remporté le 800 mètres de la première édition de l'Ultimate Championship, disputé dimanche soir à Budapest (Hongrie), avec un chrono de 1:41.91.

L'international algérien a devancé le Canadien Marco Arop (2e en 1:42.28) et le Kenyan Emmanuel Wanyonyi (3e en 1:42.44), au moment où le jeune prodige américain Brandon Miller a échoué au pied du podium, en 1:42.54.

Sedjati s'était qualifié pour cette finale en terminant quatrième de sa demi-finale, disputée samedi, avec un chrono de 1:44.23, derrière l'Irlandais Mark English en 1:43.74, l'Italien Francesco Pernici (1:43.80) et le Canadien Marco Arop (1:44.21).

Dans la première demi-finale, le champion olympique et du monde en titre, le Kenyan Emmanuel Wanyonyi s'était également classé quatrième, en 1:44.43, derrière



l'Américain Brandon Miller (1:43.86), le Français Yanis Meziane (1:44.07) et le Belge Elliott Crestan (1:44.09).

Médaillé de bronze aux Jeux olympiques de Paris-2024 et vice-champion du monde à Tokyo-2025, Sedjati confirme ainsi sa bonne forme du moment, et prend sa revanche par la même occasion sur le champion olympique et du monde en titre.

Sedjati était le seul représentant algérien dans cette première édition de l'Ultimate Championship, après le forfait de son compatriote Slimane Moula, qui était également qualifié pour le 800 mètres.

Organisée du 11 au 13 septembre à Budapest, la compétition a réuni l'élite de l'athlétisme mondial, dans 28 épreuves différentes, avec une dotation globale de 10 millions de dollars.

RS

JEUX AFRICAINS UNIVERSITAIRES AU CAIRE

LA SÉLECTION NATIONALE UNIVERSITAIRE S'ILLUSTRE DANS PLUSIEURS DISCIPLINES

La sélection nationale universitaire a remporté 19 médailles d'or, 14 médailles d'argent et 16 médailles de bronze dans plusieurs disciplines, lors de la 12e édition des Jeux africains universitaires organisée à l'Université américaine du Caire (Egypte).

Lors de ces compétitions, les athlètes de la sélection nationale universitaire de natation ont

décroché 10 médailles d'or, 9 médailles d'argent et 11 médailles de bronze, tandis que la sélection de badminton a remporté 2 médailles d'or et 2 médailles d'argent.

En lutte, l'équipe participante a obtenu 4 médailles d'or, une médaille d'argent et 3 médailles de bronze, alors que l'équipe de taekwondo a remporté 3 médailles d'or, 2 médailles d'argent

et 2 médailles de bronze.

A cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a félicité les athlètes de la sélection nationale universitaire pour "leurs brillants résultats lors de cette importante manifestation sportive".

FOOTBALL/LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINE

LE MCA QUALIFIÉ AVEC L'ART ET LA MANIÈRE

Le Mouloudia d'Alger s'est qualifié au deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions africaine de football, en battant le représentant nigérien ASN Nigelec (5-0, mi-temps 1-0), en match disputé samedi soir, au stade de Douéra (Alger), pour le compte du premier tour préliminaire de l'épreuve.

Les buts Mouloudéens ont été inscrits par Konaté (17e), Bangoura (76e), Boukholda (78e) et Mossi Nduwumwé (83e), alors que le deuxième but des Verts et Rouge avait été inscrit par le défenseur nigérien, Lawalé, contre son propre camp à la 69e minute de jeu.

Un large succès, qui devrait faire taire les critiques concernant le manque de réussite de l'attaque mouloudéenne, qui avait été fortement décriée après le nul vierge du match aller.

La rencontre a été dirigée par l'arbitre soudanais Sabri Mohamed Fadel, assisté de ses compatriotes Mohamed Abdallah Ibrahim et Al-Moez Ali Mohamed Ahmed, avec Mr Abdelaziz Yasser Ahmed Abdelaziz comme quatrième arbitre.

Au prochain tour, le MC Alger affrontera le club nigérien FC Rangers International, qui de son côté s'est qualifié aux dépens de la formation béninoise, FC Sobemap (1-1 / 5-4 aux TAB), alors que le match «aller» s'était également soldé par un nul (1-1).

Le deuxième représentant algérien dans la compétition, la JS Saoura, fera son entrée en lice ce dimanche (17h00 / heure algérienne) à Conakry, face club local, Horoya AC, qu'elle avait dominé (1-0) à l'aller.

Une avance peu avantageuse, qui devrait compliquer la tâche aux Bécharois en terre guinéenne, surtout qu'ils y seront opposés à un adversaire tout aussi décidé à se qualifier au

prochain tour.

Le match Horoya AC - JS Saoura sera dirigé par l'arbitre congolais Masangune Louis Mwamba, assisté de ses compatriotes Mwanza Gradel Mbilizi et Mwengesyal Jospin Mumbere, alors que le quatrième arbitre sera Mr Lambert Padibualu Museka.

En cas de qualification, la JSS affrontera le représentant soudanais, Al Merriekh, qui de son côté s'est qualifié aux dépens de la formation zambienne FC Power Dynamos, qu'il a dominé en aller et retour, sur le même score (1-0).

RS

TRIATHLON / COUPE D'AFRIQUE 2026 (JUNIORS)
TROIS MÉDAILLES POUR L'ALGÉRIE, DONT UNE EN OR

Les sélections algériennes (Juniors) de Triathlon ont décroché trois médailles (une or, une argent et une bronze) à la Coupe d'Afrique 2026 de la catégorie, disputée samedi à Monastir (Tunisie).

La médaille d'or a été l'œuvre de Saleha Nardjes Berrached, devant sa compatriote Dalia Aïdouni, qui s'était contentée du bronze, au moment où Mohamed Billel Dehbi avait décroché l'argent chez les garçons.

Berrached s'était imposée avec un chrono de 1:07.21, devant la Tunisienne Aya Dhifallah (1:07.53), et sa compa-

triote Dalia Aïdouni (1:08.25), alors que Dehbi avait réussi un chrono de 56:57, qui l'avait placé à la deuxième place, derrière le Tunisien Mohamed Amine Khemais, vainqueur chez les garçons en 55:39.

Les épreuves se sont déroulées sur une distance de 20 kilomètres (vélo), 5 kilomètres (course à pied) et 750 mètres de nage (Sprint).

Ouverte également aux catégories des U13, U15 et U17, la compétition s'est déroulée à Skanes, relevant de la région de Monastir.

RS

KARATÉ DO/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2026
L'ALGÉRIE DÉCROCHE LA 2^E PLACE ET SE QUALIFIE AUX MONDIAUX DE HANGZHOU

La sélection algérienne (messieurs/dames) de Karaté Do a décroché la deuxième place au tableau final des Championnats d'Afrique 2026 (Kata/Kumité), clôturés dimanche après-midi à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed Boudiaf (Alger).

Les Verts ont glané un total de 41 médailles : 8 or, 13 argent et 20 bronze, terminant ainsi derrière l'Egypte, vainqueur avec 50 médailles : 30 or, 8 argent et 12 bronze.

Une honorable deuxième place pour la sélection nationale, grâce à laquelle elle assure sa qualification à la prochaine Coupe du monde "par équipes" de la discipline, prévue du 20 au 22 no-



vembre 2026 à Hangzhou (Chine).

Des résultats probants aux yeux du directeur technique national, Samir Slimani, qui s'est dit "globalement satisfait" du

parcours réalisé, considérant que ce dernier représente "un signe encourageant" pour l'avenir de la discipline.

RS

ACTUALITÉS SPORTIVES

ARTS AFRICAINS

MARIAM BOGAYOKO, GARDIENNE INFATIGABLE DU PATRIMOINE MUSICAL MALIEN

Chanter ne relève pas uniquement de la distraction : parfois, le chant constitue un véritable outil pédagogique. À travers des récits chantés, il transmet des faits historiques, des dates et des lignages. Il joue également un rôle important dans l'apprentissage et la mémorisation grâce aux rythmes, tout en renforçant le sentiment d'appartenance et en consolidant la cohésion d'une collectivité.

Par Malika Azeb

C'est dans ce sens que la chanteuse et danseuse malienne Mariam Bogayoko (88 ans) œuvre à faire connaître sa culture, à la préserver et à la transmettre aux futures générations. Véritable mémoire du patrimoine malien, elle a porté à l'international les cultures locales de son pays, longtemps restées en marge des grandes scènes.

À 88 ans, Mariam Bogayoko continue de faire vibrer la scène musicale malienne. Pieds nus, une ceinture de coquillages autour de la taille et un yabara à la main, elle virevolte sur la scène du Palais de la culture de Bamako avec une énergie qui dément son âge, faisant résonner les rythmes du Bélédougou, région du centre-ouest du Mali réputée pour ses traditions musicales rurales.

Dans sa main droite, elle agite le yabara, une percussion constituée d'une grandealebasse remplie de graines séchées. Ses sonorités se mêlent aux notes graves du n'goussoumbala, un grand balafon caractéristique de sa région natale. Avant de chanter, l'artiste joint les mains derrière le dos en signe de respect envers les esprits protecteurs et les griots, gardiens de la parole. Puis elle entonne de puissants chants en bambara, évocation des rassemblements villageois au clair de lune.

Véritable mémoire vivante du patrimoine malien, Mariam Bogayoko, surnommée le « Rossignol du Bélédougou », a consacré plusieurs décennies à faire connaître, au Mali comme à l'étranger, les cultures locales de ce pays parfois méconnues.

Fin 2025, elle a été distinguée à Londres par les Aga Khan Music Awards pour l'ensemble de sa carrière. Elle figure parmi les onze lauréats retenus sur plus de quatre cents candidats venus d'Afrique, d'Asie, du



Moyen-Orient et d'Europe. Le jury, composé notamment de la chanteuse malienne Oumou Sangaré et du spécialiste catalan de musique ancienne Jordi Savall, l'a récompensée pour son dévouement passionné et indéfectible à la préservation et à la transmission du patrimoine musical malien, notamment auprès des femmes et des jeunes filles, à travers des chants et des danses qui dynamisent, enchantent et ouvrent les cœurs à travers le monde.

Chanter avant même de savoir correctement parler

Née à Kolokani, à 127 kilomètres au nord de Bamako, dans le Bélédougou, Mariam Bogayoko a grandi dans un environnement où musique et danse rythment aussi bien les travaux agricoles que les cérémonies. Elle a confié avoir commencé à chanter avant même de savoir correctement parler.

Toute petite, elle accompagnait les femmes du village lorsqu'elles pilaient les noix de karité destinées à produire du beurre. Le travail était alors ponctué de chants auxquels la fillette finissait par participer avec sa petite calebasse.

« Dès mon plus jeune âge, j'ai commencé à chanter selon la tradition de ma communauté, raconte-t-elle. Avant même de savoir parler correctement, je me joignais aux rassemblements du soir des femmes autour des mortiers et je chantais avec elles. »

De simples mélodies allaient, plus tard, propulser la chanteuse au rang d'icône du patrimoine musical malien et de la sauvegarde des traditions bambara. Et ce, en dépit du refus de son père, lui-même musicien et comédien au sein de troupes traditionnelles de koteba, qui se montrait hostile à ses ambitions artistiques, craignant notamment qu'un succès trop précoce ne l'expose à la jalousie.

« En chantant, on donne des leçons sans heurter les gens »

La musique de Mariam Bogayoko n'est pas seulement un héritage à conserver : elle constitue également un moyen de commenter la société. Inspirée des chants anciens, son œuvre aborde des questions sociales et délivre des conseils en lien avec l'actualité.

« C'est le privilège de l'artiste de pouvoir dénoncer à travers le chant. On donne des leçons sans forcément

heurter les gens, même s'ils se reconnaissent dans ce que l'on dit », a affirmé Mariam Bogayoko.

L'une de ses interprétations les plus connues est « Ciwara », un hommage au courage des agriculteurs et à la valeur du travail. Elle est également célèbre pour sa manière spectaculaire de danser sur les touches en bois du n'goussoumbala, transformant l'instrument en véritable scène.

Mais son ambition dépasse la représentation : elle affirme avoir formé de nombreux jeunes qui ont ensuite poursuivi leur propre parcours artistique. Pour elle, la transmission constitue la meilleure garantie contre la disparition de ces pratiques.

Cette volonté de préserver le patrimoine s'accompagne toutefois d'une inquiétude : celle de voir les rythmes originels du Bélédougou disparaître progressivement sous l'effet de la modernisation et des influences musicales venues de l'étranger.

La chanteuse a indiqué : « Aujourd'hui, le n'goussoumbala et le yabara sont toujours présents dans notre musique, mais les rythmes de notre terre natale ont disparu », regrette-t-elle.

Selon elle, la jeune génération adapte désormais ces rythmes à ceux d'autres pays, au risque d'en perdre la spécificité. Elle constate même que, lors de certains concours, les rythmes des pays voisins auraient pris le pas sur les répertoires locaux.

Avec son projet culturel « Tiébilen-ti », Mariam Bogayoko a contribué à faire revivre une danse acrobatique masquée autrefois associée aux cérémonies rituelles, en l'introduisant dans des mariages et des fêtes au Mali comme à l'étranger.

À l'heure où elle poursuit sa carrière sur scène, l'artiste trouve dans sa propre famille un motif d'espoir : sa fille perpétue déjà les gestes et les chants transmis par sa mère.

Officier de l'Ordre national du Mali, l'artiste dit avoir le sentiment d'avoir transmis son héritage à ses enfants et aux jeunes. Lors d'un concert à Bamako, elle l'a vue chanter et danser devant le public, avant de monter sur le balafon pour y poursuivre sa prestation.

« Je lègue mon héritage aux enfants, ils sauront chanter en mon absence, affirme Mariam Bogayoko. À ses yeux, la transmission est désormais engagée : s'ils ne s'écartent pas du chemin et n'en ont pas honte, l'avenir de la prochaine génération est assuré », résume-t-elle.

M.A

RESTAURATION

38 MILLIONS DE DA POUR RÉHABILITER LA SALLE DE SPECTACLES DE LA MAISON DE LA CULTURE ALI SOUAÏHI DE KHENCHELA

Une enveloppe financière estimée à 38 millions DA a été octroyée pour la réhabilitation de la salle des spectacles de la Maison de la culture Ali Souaïhi de la ville de Khenchela, a-t-on appris dimanche auprès du directeur local de la culture et des arts. Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed El Allouani a précisé qu'un projet d'entretien et de réhabilitation de la salle des spectacles de cet établissement a été retenu dans le cadre du programme financé par le ministère de tutelle et sera engagé à la fin des procédures administratives et légales requises.

Le projet porte sur la réhabilitation de système

d'éclairage et du toit, la peinture des murs, le revêtement du sol ainsi que la réhabilitation de la scène et des vestiaires, a précisé la même source.

Le premier lot du projet de réhabilitation de cet établissement culturel ayant porté sur l'aménagement d'une nouvelle façade, la peinture des stands intérieurs et extérieurs ainsi que la réparation des réseaux d'eau et d'électricité sera réceptionné dans les quelques prochains jours, a souligné le directeur de la culture et des arts.

L'objectif du projet de réhabilitation de cet établissement d'une superficie de 5.300 m2 est de

valoriser cet édifice culturel, améliorer les conditions de travail et d'accueil et contribuer à la promotion des activités culturelles au regard de son grand attrait aux professionnels et amateurs des diverses activités culturelles et artistiques, selon la même source.

A rappeler que depuis son ouverture en 2003, la Maison de la culture Ali Souaïhi a accueilli d'intenses activités historiques et culturelles et a constitué un espace de découverte de nouveaux talents au travers d'ateliers et d'activités pour artistes, intellectuels et adeptes du théâtre.

R.C

GUERRE EN UKRAINE

LES DEMANDES DE MILLIARDS DE DOLLARS DE ZELENSKY ONT ALARMÉ L'UE

La demande de Zelensky pour obtenir 27 milliards de dollars supplémentaires a surpris beaucoup de monde en Europe. Même l'ex-ministre de la Défense de l'Ukraine, Mykhailo Fedorov, met en doute l'explication de Zelensky pour ces dépenses. L'Europe veut savoir pourquoi Kiev a encore besoin de milliards pour son financement.

**Par Philippe Rosenthal
In mondialisation.ca,
11 septembre 2026**

«**N**ous avons besoin d'argent maintenant. Beaucoup d'argent». La demande de l'Ukraine a déstabilisé l'Europe. Observateur Continental titrait à la fin du mois d'août dernier: «L'Ukraine a besoin de plus d'argent, beaucoup plus»: Zelensky lance un nouvel appel aux Européens». «Malgré l'aide financière à hauteur de plusieurs milliards de l'UE, l'Ukraine fait face à un déficit budgétaire militaire de 23 milliards d'euros et l'arrivée des fonds européens n'arrivent pas», était-il précisé.

Par ailleurs, Observateur Continental rapportait, citant Politico: «L'Ukraine est confrontée à un déficit de 23 milliards d'euros dans le financement de sa défense, alors que les fonds occidentaux tardent à arriver». Au total, l'Ukraine a reçu plus de 230 milliards d'euros de la part des pays européens et 115 milliards de la part des États-Unis depuis 2022, et elle doit en recevoir 160 milliards supplémentaires à l'avenir».

L'Ukraine affirme de nouveau avoir besoin de 27 milliards de dollars supplémentaires. L'Europe veut savoir pourquoi. L'Ukraine est confrontée à un déficit budgétaire de défense inattendu et important, a déclaré le président ukrainien Volodymyr Zelensky à ses alliés, écrit le New York Times.

Les responsables européens s'efforcent actuellement de comprendre les origines du déficit, son ampleur



exacte et de déterminer si un financement supplémentaire est nécessaire cette année. Selon le quotidien anglophone, les Européens comprennent que l'Ukraine lutte pour sa survie, mais ils ne s'attendaient pas à un déficit budgétaire aussi important, selon quatre diplomates européens qui, comme d'autres cités dans cet article, ont requis l'anonymat car ils n'étaient pas autorisés à s'exprimer publiquement.

En privé, certains se sont interrogés sur l'efficacité des dépenses, ont indiqué deux responsables européens, ou sur une éventuelle surestimation des besoins. À présent, les responsables européens s'efforcent de comprendre l'origine du déficit, son ampleur exacte et les modalités d'un éventuel financement supplémentaire cette année. Kiev sollicite également l'aide du Royaume-Uni, du Canada et du Japon pour combler ce manque.

Cette demande inattendue risque de compliquer les relations de l'Ukraine avec ses alliés alors même

qu'elle a besoin de leur soutien. Les États-Unis ayant cessé de soutenir financièrement Kiev, les fonds européens deviennent d'autant plus indispensables. Toutefois, les dirigeants des divers pays européens doivent concilier ce soutien à l'Ukraine avec les priorités budgétaires intérieures, sous peine de s'attirer les foudres de leurs citoyens, surtout à un moment où les électeurs en Europe sont attirés par un vote à l'extrême droite.

Le manque de financement à Kiev rappelle brutalement que le coût de l'aide à l'Ukraine ne cesse d'augmenter alors que les pays de l'UE sombrent dans une crise historique et dangereuse pour la stabilité sociale.

Au New York Times, Olena Prokopenko, spécialiste ukrainienne de la politique étrangère et chercheuse principale au German Marshall Fund, un institut de recherche, a fait savoir que la guerre est objectivement devenue plus coûteuse. Elle a ajouté que si l'Ukraine parvient à démontrer aux

nations européennes qu'elle a réellement besoin de cet argent: «Je suis convaincue qu'elles trouveront une solution, pour le bien de l'Ukraine, mais aussi pour le leur». Pour le quotidien anglophone, l'origine du déficit budgétaire demeure floue et quelque peu contestée.

Le 24 août dernier à Kiev, Zelensky a exhorté ses alliés à combler le déficit de 27 milliards d'euros de la défense. «Nous devons faire face à un déficit de financement. En raison du mode de fonctionnement du budget de la défense, le ministère a utilisé, en début d'année, des fonds initialement prévus pour la fin de l'année. Mais le déficit total s'élève à 27 milliards», a stipulé Zelensky. «L'une des principales options consiste à avancer une partie du financement du prêt européen, prévu pour l'année prochaine, et à le rendre disponible cette année», a suggéré le président ukrainien.

L'ex-ministre de la Défense de l'Ukraine, Mykhailo Fedorov, celui qui avait demandé fin août d'effectuer de nouvelles élections en Ukraine, a nié l'existence d'un tel déficit durant son mandat, affirmant que celui-ci devait être lié à des projets menés sous la nouvelle direction du ministère.

L'Ukraine n'a pas encore rendu public le détail complet de ses besoins budgétaires à court terme bien que Zelensky ait indiqué aux journalistes le mois dernier qu'ils incluaient les armes, les soldes des militaires et les indemnités versées aux familles des soldats tués au combat. Roksolana Pidlasa, présidente de la commission parlementaire du budget, a déclaré, toujours selon le New York Times, avoir été informée plus tôt cette année qu'un déficit d'environ 7,5 milliards de dollars était à prévoir.

Toutefois, les dépenses militaires ont augmenté de plus de 17% au cours des huit premiers mois de 2026 par rapport à l'année précédente, a-t-elle précisé. «Ces écarts apparaissent parce que la guerre coûte de plus en plus cher chaque année», a expliqué Pidlasa, ajoutant: «Nous devons prendre en compte le fait que les tactiques russes évoluent, ce qui aggrave la situation pour l'Ukraine».

P.R

RUSSIE-UKRAINE

LES CONTOURS FLOUS D'UN NOUVEAU PLAN DE PAIX AMÉRICAIN

**Par Alexandre Lemoine
In mondialisation.ca,
10 septembre 2026**

Les médias ukrainiens publient les détails d'un plan de paix que les envoyés spéciaux du président américain, Steve Witkoff et Jared Kushner, auraient présentés lors de leurs visites à Moscou et à Kiev le week-end dernier.

Le document n'a été publié nulle part et personne ne l'a officiellement confirmé, ce qui suscite déjà des doutes, tout comme son contenu. Selon les journalistes ukrainiens, il reprend pratiquement tous les points du précédent plan discuté auparavant: le renoncement de l'Ukraine à l'adhésion à l'Otan et à d'autres alliances militaires, ainsi que la tenue d'élections.

Le document comprendrait un cessez-le-feu complet, des concessions territoriales de la part de l'Ukraine, le retrait des forces armées ukrainiennes du Donbass et d'une partie de la région de Zaporijia avec un éventuel déploiement d'un contingent de l'ONU, la tenue d'élections en Ukraine et une modification de la Constitution par référendum. Kiev, selon ces publications, devrait renoncer à la reconquête de ses territoires par la force, consigner officiellement son statut de non-alignement et son refus d'adhérer à l'Otan et à d'autres alliances militaires. Les effectifs des forces armées ukrainiennes seraient limités. Un traité en bonne et due forme devrait être signé par le nouveau gouvernement ukrainien,

puis les dispositions de ce document devraient être entérinées par une procédure spéciale de l'ONU.

Ni la partie russe, ni la partie ukrainienne, ni la partie américaine ne confirment officiellement que Witkoff et Kushner soient venus avec de telles propositions. Cela n'a d'ailleurs rien de nouveau. Les informations sur le contenu du plan d'Istanbul au printemps 2022 ou des accords d'Anchorage restent non publiques. Qui a accepté quoi et qui s'est ensuite rétracté, seuls les participants aux rencontres le savent avec certitude. La même chose semble se produire aujourd'hui. Le média américain Axios rapporte que Witkoff et Kushner entendent parvenir à une avancée avant l'hiver. On peut interpréter les détails du plan qui ont filtré dans les médias comme une sorte de feuille de route selon laquelle les envoyés de Donald Trump avanceront dans les mois à venir. Mais si aucun progrès n'est réalisé avant l'hiver, les raisonnements sur les raisons de cet échec relèveront de la spéculation.

Comme cela a été dit à de nombreuses reprises, y compris par de hauts responsables, tout traité de paix implique des concessions. Les détails du nouveau plan publiés dans les médias contiennent un nombre considérable de concessions de la part de Kiev. Les compromis que Moscou devrait accepter selon ce plan, hormis le cessez-le-feu, restent flous. Après la rencontre de Witkoff et Kushner avec Vladimir Poutine au Kremlin, les médias russes ont rapporté que les envoyés de Trump transmettraient le point de vue du dirigeant russe à Volodymyr Zelensky. Et les détails du plan ressemblent effectivement à des propositions de Moscou, y compris en

ce qui concerne les élections. En était-il réellement ainsi? Il est important de rappeler qu'en Ukraine, la compétition politique perdure: Zelensky et son équipe font régulièrement l'objet de scandales et de vives critiques. Les éventuelles élections dans ce pays ne seraient pas aujourd'hui sans alternative. Les détails non confirmés du plan de paix de Witkoff et Kushner pourraient faire partie d'un jeu politique, mené aussi bien par les adversaires que par les partisans de Zelensky. Si les négociations progressent et que les délégations russe et ukrainienne recommencent à se rencontrer, on pourra entendre que Zelensky «a accepté les conditions de Moscou». En l'absence de progrès, les partisans du président en exercice diront qu'il défend les intérêts ukrainiens, car comment pourrait-on accepter de telles conditions? Trump avait promis d'obtenir la paix en Ukraine très rapidement, mais il n'y est pas parvenu. À présent, lui et son équipe sont revenus à un processus qui ressemble souvent à du sur-place. Moscou est convaincu d'atteindre les objectifs de l'opération spéciale d'une manière ou d'une autre, et Witkoff et Kushner l'ont probablement entendu. Zelensky annonce périodiquement de nouvelles initiatives militaires antirusses, des «réponses», etc. Les envoyés américains sont arrivés à Moscou et à Kiev à un moment où, dans les deux capitales, on ne s'exprimait presque plus sur le thème des négociations. Cela ressemble moins à une reprise d'un processus mis en pause à cause de l'Iran qu'à une tentative de tout reprendre à zéro. Les détails du plan publiés dans les médias donnent la même impression.

A.L

F
E
N
R
E
T
N



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LES TROIS SOURDS

Parfois, le plus grand malentendu ne vient pas de ce que nous entendons mal... mais de ce que nous nous empressons de croire avoir compris.

Il y a très longtemps, dans un village africain, vivait une femme nommée Malon. Malon était sourde. Mais pas un peu sourde... Elle était tellement sourde qu'elle n'entendait absolument rien. Chaque matin, elle attachait son enfant sur son dos et partait travailler dans son immense champ d'arachides. Elle travaillait dur, du lever au coucher du soleil, car c'était de ce champ que dépendait une grande partie de la nourriture de sa famille. Un matin, alors que Malon travaillait tranquillement, un homme arriva près de son champ. Cet homme s'appelait Kalou. Et, par un étrange hasard... Kalou était lui aussi sourd. Tellement sourd qu'il n'entendait absolument rien. Ce jour-là, Kalou cherchait ses moutons qui s'étaient égarés. En suivant leurs traces, il était arrivé jusqu'au champ de Malon. Il s'approcha d'elle et lui dit : — Malon, je cherche mes moutons. Leurs traces m'ont conduit jusqu'ici. Pourrais-tu m'aider à les retrouver ? Parmi eux, il y a un mouton blessé. Si tu m'aides à retrouver mon troupeau, je te donnerai ce mouton blessé. Mais Malon... N'avait rien entendu. Rien compris. Elle pensa simplement que Kalou lui demandait : « Jusqu'où va ton champ ? » Alors elle se retourna et lui montra le fond de son terrain : — Mon champ s'arrête là-bas ! Kalou suivit la direction indiquée par Malon. Et, par un incroyable hasard, il aperçut ses moutons derrière un buisson, en train de brouter tranquillement. Fou de joie, il rassembla son troupeau. Puis, se souvenant de sa promesse, il prit le mouton blessé et retourna voir Malon. Il lui présenta l'animal. Mais Malon n'avait toujours rien entendu. Elle regarda le mouton blessé et crut que Kalou venait l'accuser de l'avoir blessé. Alors, elle se mit en colère : — Moi ? Blessé ton mouton ? Jamais ! Va accuser quelqu'un d'autre, mais pas moi ! D'ailleurs, des moutons, je n'en ai même jamais vu ! Kalou, lui, ne comprenait rien à la colère de Malon. Il pensa alors : « Ah ! Cette femme ne veut pas du mouton blessé. Elle veut sûrement le plus gros de mon troupeau ! »



À son tour, il se fâcha. — Malon ! Je t'avais promis ce mouton, et c'est celui-ci que je te donne ! Il n'est pas question que je te donne le plus gros de mes moutons ! La dispute devint de plus en plus violente. Malon criait. Kalou criait. Mais aucun des deux ne comprenait réellement ce que l'autre disait. Chacun répondait à une question que l'autre n'avait jamais posée. Finalement, ils décidèrent de porter leur affaire devant le tribunal du village.

LE TRIBUNAL SOUS L'ARBRE À PALABRES

À cette époque, le tribunal se tenait sur la grande place du village, à l'ombre d'un immense arbre à palabres. Souvent, c'était un vieux baobab. Le chef du village faisait également office de juge. Autour de lui étaient assis les anciens et les notables. Malon arriva avec son enfant attaché sur son dos. Kalou arriva avec ses moutons. Mais même devant le tribunal, leur dispute ne s'arrêta pas. — Monsieur le juge, cet homme m'a trouvée dans mon champ. Il m'a demandé jusqu'où allait mon terrain. Je lui ai montré la direction, puis j'ai repris mon travail. Il est parti et est revenu plus tard avec un mouton blessé en m'accusant de l'avoir blessé ! Pourtant, je jure que je n'ai jamais touché son mouton. Voilà pourquoi nous sommes ici !

Kalou prit ensuite la parole : — Monsieur le juge, je cherchais mes moutons. Leurs traces m'avaient conduit jusqu'au champ de Malon. Je lui ai promis que si elle m'aidait à les retrouver, je lui donnerais mon mouton blessé. Elle m'a montré la direction où se trouvaient mes moutons et je lui ai donné l'animal comme promis. Mais maintenant, elle réclame un mouton plus gros ! Tout le monde attendait alors la décision du juge. Mais personne ne savait une chose... Le juge lui aussi était sourd. Pas un peu sourd. Il était aussi sourd qu'un pot. Il n'avait pratiquement rien entendu de toute l'histoire. Alors, il regarda Malon. Il regarda l'enfant attaché sur son dos. Puis il regarda Kalou. Et, dans sa tête, il imagina une histoire complètement différente. Il pensa : « Ah ! Voilà encore un couple qui se dispute au sujet de son enfant ! » Le juge se leva alors et déclara : — Kalou ! Cet enfant est ton enfant. Regardez comme il te ressemble ! Tu dois prendre tes responsabilités. Puis il se tourna vers Malon : — Et toi, Malon, pour une simple querelle de ménage, il n'était pas nécessaire de venir jusqu'ici déranger tout le village. Rentrez chez vous et réconciliez-vous ! Un grand silence suivit... Puis... Toute l'assemblée éclata de rire. Les notables riaient. Les villageois riaient. Même ceux qui avaient entendu toute l'histoire riaient aux éclats.

Et le rire devint si contagieux que le juge se mit lui aussi à rire. Malon regarda Kalou... Kalou regarda Malon... Et, sans avoir compris ce qui se passait... Ils éclatèrent eux aussi de rire ! ALORS, DIS-MOI... Lequel de ces trois était le plus sourd ? Malon, qui n'avait pas entendu la demande de Kalou ? Kalou, qui avait mal interprété la colère de Malon ? Ou le juge, qui avait rendu une décision sur une histoire qu'il n'avait même pas comprise ?

LA GRANDE LEÇON DU CONTE

Ce conte nous enseigne une vérité très importante : Il ne suffit pas d'entendre une personne pour la comprendre. Parfois, nous entendons les paroles... Mais nous ne comprenons pas l'intention. Parfois, nous écoutons quelqu'un... Mais nous avons déjà préparé notre réponse avant même qu'il ait fini de parler. C'est ainsi que naissent les disputes. Un mot mal compris peut créer une colère. Une colère peut créer un conflit. Et un conflit peut grandir simplement parce que personne n'a pris le temps de demander : « Est-ce bien cela que tu voulais dire ? » Dans certaines traditions africaines, on conseille d'avoir le cou aussi long que celui du chameau, afin que la parole mette du temps avant de sortir de la bouche. Autrement dit : Avant de parler, réfléchis. Avant de répondre, écoute attentivement. Avant de juger, cherche à comprendre. Et avant de te fâcher, assure-toi d'avoir bien compris. Car celui qui répond trop vite peut parfois ressembler... À un sourd qui croit avoir tout entendu.

MORALE

Ne te précipite jamais pour répondre à une parole que tu n'as peut-être pas comprise. Prends le temps d'écouter, de réfléchir et de chercher la vérité. Car une parole rapide peut provoquer une dispute... Mais une parole réfléchie peut éviter bien des conflits.

NIAGAMOUNA SIDIKI LE WAS-SOULOUNKÉ

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 9 septembre 2026

SELON L'ANALYSTE DAVID HEARST

LES EMIRATS SE DIRIGENT VERS UN ISOLEMENT RÉGIONAL ET UN AVENIR INCERTAIN

Les Emirats arabes unis, avec lesquels l'Algérie a rompu ses relations diplomatiques, se dirigent vers un isolement régional sans précédent et un avenir incertain, en raison de leurs politiques inconsidérées et de leurs manœuvres délé-tères.

La décision du Gouvernement algérien de rompre ses relations diplomatiques avec cet Etat-relais ne relève pas d'une réaction conjoncturelle, car la diplomatie algérienne, avec son poids historique, ses principes constants et sa réputation reconnue par tous, a traité la politique inconsidérée d'Abou Dhabi en soumettant les relations bilatérales à une planification stratégique rigoureuse qui équilibre entre les principes constants, au premier rang desquels l'intérêt national, la sécurité nationale et la souveraineté de la décision, et les circonstances fluctuantes.

Il ne s'agit donc pas d'un différend sur la position ou l'orientation, mais bien de la fracture qui sépare un Etat souverain, dont les politiques intérieures et extérieures reposent sur une vision stratégique à long terme, et un Etat-relais, qui fonde ses politiques sur des intérêts étroits et des rôles de procuration, quitte à semer le chaos et la destruction et à faire couler le sang pour atteindre ses fins.

Les principes constants sur lesquels l'Etat algérien s'est fondé l'ont amené, à la suite de la création de "l'Union" ayant regroupé un certain nombre d'émirats au début des années 1970, à répondre favorablement à la sollicitation de Cheikh Zayed ben Sultan Al Nahyan demandant à l'Algérie de contribuer à la création et au développement du secteur pétrolier des Emirats, après que les puissances étrangères et les sociétés multinationales ont spolié leurs richesses souterraines.

Contrairement aux puissances étrangères, l'Algérie a accompagné les Emirats de manière désintéressée dans la mise en place des structures organisationnelles du secteur pétrolier et l'élaboration des lois régissant l'investissement.

Elle a même tenté d'insuffler aux dirigeants émiratis certains de ses principes constants, en coordonnant avec eux les positions afin de défendre les intérêts des pays producteurs de pétrole et leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, notamment lors de l'embargo pétrolier arabe de 1973, lorsque Cheikh Zayed avait déclaré que "le pétrole arabe ne vaut pas plus que le sang arabe".

Le différend n'est donc pas sur les positions, mais dans la manière de traiter avec un Etat qui ne croit pas au principe de la continuité de l'Etat, car Mohammed ben Zayed, contrairement à son père, ouvre largement la voie à un isolement des Emirats qui pourrait leur coûter cher, comme l'a souligné un récent rapport publié par la revue américaine Foreign Affairs, rédigé par Andrew Leber, chercheur à la Fondation Carnegie pour la paix internationale, intitulé : "Can the UAE go it alone?" (Les Emirats peuvent-ils avancer seuls ?).

Ce rapport prévient que la trajectoire suivie par les Emirats les conduit vers un avenir incertain et un "isolement régional sans précédent", au détriment de leurs relations



traditionnelles avec leur environnement arabe.

Le rapport qualifie le discours officiel émirati de "radical", soulignant que les Emirats suivent une politique de "gestion de la fragmentation pour empêcher l'effondrement total", ce qui expliquerait leurs interventions militaires et financières controversées au Yémen, au Soudan, dans la Corne de l'Afrique et dans le voisinage régional africain.

La tentative de se dissocier du consensus arabe, un signe de tensions internes

Le rapport a indiqué que la voie choisie par Abou Dhabi, en continuant d'étendre son influence en dehors des normes régionales habituelles, conduit vers un isolement qui pourrait coûter cher aux Emirats à moyen et long termes, tant sur le plan politique qu'économique, soulignant que cette tentative de se dissocier du consensus arabe révèle des tensions internes sur la définition même du rôle et de l'avenir des Emirats au sein d'un environnement régional qui ne peut être ignoré.

Il est certain que ces "graves conséquences" contre lesquelles a mis en garde le rapport, sont les mêmes que celles dénoncées par le Gouvernement algérien.

En effet, "face à la multiplication des agissements provocateurs et hostiles de la part des Emirats arabes

unis, l'Algérie a fait montre d'une grande retenue et d'un sens élevé des responsabilités et n'a cessé, dans un esprit de respect des principes qui régissent les relations entre Etats, d'appeler leur attention et de les mettre en garde contre les graves conséquences de leur comportement regrettable et injustifiable".

Et comme ultime recours, l'Algérie a décidé de fermer son espace aérien à l'ensemble des aéronefs civils et militaires immatriculés aux Emirats arabes unis, en provenance ou à destination de ce pays, à l'exception des vols commerciaux civils émiratis en provenance ou à destination de l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger, qui seront maintenus jusqu'à la fin de l'année 2026, date de fin du contrat.

Parmi les raisons ayant conduit à la rupture des relations, plusieurs diplomates algériens évoquent "la normalisation avec l'entité sioniste et le soutien très actif aux visées hostiles de l'axe Rabat-Tel Aviv", ainsi que les ingérences répétées dans les affaires intérieures, à travers un soutien effectif et déclaré au mouvement MAK, la protection de fugitifs recherchés par la justice algérienne, la tentative d'encerclement de la région du Sahel, et la volonté d'établir des partenariats et des investissements suspects sur le plan bilatéral, qui ne sont en réalité que des instruments de détournement.

A ce propos, d'innombrables

rapports classant les Emirats comme une plaque tournante du blanchiment d'argent et Dubaï comme la capitale de l'argent sale. Il y a quelques jours, la police espagnole a démantelé un vaste réseau de blanchiment d'argent lié à la dite "Dubaï Bank", qui offrait des services à des figures de proue du trafic international de cocaïne en Europe, avec l'arrestation de 21 individus dans plusieurs pays et la saisie d'avoirs d'une valeur de 20 millions d'euros.

Malgré leur supposée influence, les Emirats ont échoué à dissimuler leurs viles manœuvres, en tentant de bloquer un rapport de l'ONU sur les réseaux de soutien extérieur aux milices des Forces de soutien rapide au Soudan, publié récemment par la Mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan.

La présence des Emirats arabes unis dans plusieurs crises régionales et africaines s'appuie sur des interventions indirectes, notamment en offrant un soutien financier à des acteurs et réseaux influents locaux, devenant, ainsi, le chef d'orchestre de tous les conflits, avait rapporté le média britannique Middle East Eye.

Dans une tribune publiée par l'analyste David Hearst, le média a souligné que les Emirats "normalisent un état de guerre permanent au Moyen-Orient".

RA